

ÉDITION SPÉCIALE

Pour que vous sachiez
ce qui se passe
vraiment !

de l'Union Démocratique du centre • www.udc.ch • édition septembre 2019



Le modèle à succès suisse 3

Interview de l'ancien conseiller fédéral Christoph Blocher



Non au diktat de l'UE 4

Stoppez les combinards de l'UE du Palais fédéral !



Canton de Genève 9 - 20

Tout ce que vous devez savoir sur les élections au Conseil national et au Conseil des Etats



Pour une Suisse libre et sûre

La sauvegarde de l'indépendance, de la prospérité et de la liberté individuelle, mais aussi de la sécurité exige un combat de tous les jours. Ce n'est que par cet effort constant que nous pouvons conserver notre Suisse belle et unique avec toutes ses valeurs et ses vertus. Il est évident que beaucoup de monde souhaite participer à la prospérité de la Suisse – également l'UE, organisation éminemment centralisatrice. Mais celles et ceux, qui veulent que la Suisse reste la Suisse, se rendent aux urnes le 20 octobre et votent UDC.

Les conséquences de l'immigration de masse incontrôlée – un million de personnes en chiffre net durant les 13 ans écoulés – sont perceptibles tous les jours pour nous autres, citoyennes et citoyens : bouchons sur les routes, requérants d'asile et jeunes migrants traînant dans les rues, souvent ivres et violents, bétonnage des surfaces vertes, hausse des coûts de la santé et du social. Le

manque de respect, voire les menaces de violence à l'égard des agents de police, enseignantes, infirmières, travailleuses sociales et jeunes femmes dans la rue font partie du quotidien. Ce sentiment d'insécurité se nourrit également des craintes pour l'emploi, le salaire et l'avenir des enfants. Pour assurer à notre pays un avenir dans la liberté et la sécurité, il faut renforcer la présence de

l'UDC au Parlement et au Conseil fédéral. C'est dire la grande importance des élections 2019 au Conseil national et au Conseil des Etats. Le slogan «liberté et sécurité» résume parfaitement le programme politique de l'UDC qui vise le renforcement de la Suisse, nation fondée sur la volonté de son peuple. Nous nous engageons pour notre patrie. Nous tenons notre parole et nous

promettons que nous n'accepterons pas la soumission de la Suisse à l'UE. Seule l'UDC s'engage pour la gestion autonome de l'immigration ainsi que pour le renforcement de la classe moyenne laborieuse grâce à des impôts, taxes et redevances modérés et moins de prescriptions. Pour atteindre ces objectifs, l'UDC doit rester le parti de loin le plus fort.

Liberté et sécurité.



Conseil national, votez UDC Liste 1



Avez-vous des questions concernant les élections ?

A partir du 13 septembre et jusqu'au 20 octobre vous pouvez vous informer gratuitement sur les élections au Conseil national et au Conseil des Etats 2019.

Hotline électorale gratuite :

0800 0 1291 0

Nous sommes à votre disposition du lundi au dimanche de 09.00 à 18.00 heures.

Posez vos questions par courriel :

elections@udc.ch

Editorial

A vous de décider !

Le bradage du modèle à succès suisse et de notre patrie vous fait-il du souci ? En avez-vous assez de l'immigration sans limite, des nombreux requérants d'asile qui cherchent uniquement à se faire une vie confortable en Suisse, de la hausse de la criminalité ? Les médias taisent soigneusement ces réalités. Or, la vérité est que l'immigration incontrôlée modifie de manière dramatique notre société. L'intégration de tant d'étrangers n'est plus possible. Les tensions entre immigrants et autochtones augmentent. Les écoles ont du mal à atteindre leurs objectifs de formation, car il y a trop d'enfants de langues étrangères dans les classes. L'UDC veut stopper ce développement nuisible et limiter l'immigration. Tous les autres partis et associations y compris les syndicats veulent faire



Albert Rösti
Président de l'UDC Suisse

Suite à la page 2



Tout ce que vous devez savoir sur les élections au Conseil national et au Conseil des Etats dans le canton de Genève

page 9 - 20

Editorial

Suite de la page 1

adhérer la Suisse à l'UE et abandonner l'indépendance et l'autodétermination de notre pays – également dans le domaine de l'immigration.

En avez-vous assez de ceux de la Berne fédérale qui de toute manière font ce qu'ils veulent ? Vous avez les moyens de changer cela. Le 20 octobre 2019 vous pouvez avec votre voix faire basculer les rapports de majorité afin que votre volonté dans les questions de la politique européenne et à l'égard des étrangers soit enfin respectée.

Les élections du 20 octobre 2019 constituent un choix fondamental. Les Suissesses et les Suisses décideront de l'avenir de leur pays – non seulement pour les quatre années à venir, mais pour un avenir plus lointain. A vous de décider ! Si vous voulez donner un signal clair et net contre une immigration démesurée, si vous refusez d'enchaîner la Suisse à l'UE, si vous voulez que la Suisse reste un pays autodéterminé, libre et sûr, alors votez UDC le 20 octobre.

Albert Rösti

Albert Rösti,
Président UDC Suisse



Quels sont les principaux défis que la Suisse doit relever dans les années à venir ?

Ueli Maurer: Nous avons vécu une bonne période économique, d'où le risque d'une certaine insouciance. De nombreuses personnes semblent croire que nous avons assez d'argent pour répondre à tous les souhaits. Le même constat vaut pour les réglementations. Quand tout va bien, on croit qu'on peut imposer aux entreprises des contraintes administratives et des charges sans cesse nouvelles. Le grand défi consiste à résis-

« De nombreuses personnes semblent croire que nous avons assez d'argent pour répondre à tous les souhaits. »

ter à cette tentation. Si nous gérons de manière responsable l'argent dont nous disposons et si nous cessons de multiplier les prescriptions restreignant les citoyens et les entreprises, alors nous serons sur la bonne voie !

Nos conseillers fédéraux et l'avenir de la Suisse



Guy Parmelin

Chef du Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche (DEFR)

Ancien agriculteur et vigneron

Guy Parmelin: L'économie suisse doit rester compétitive pour assurer la prospérité des citoyennes et des citoyens. Les entreprises de toutes les tailles et de toutes les branches doivent pouvoir se développer librement, donc avec des charges administratives minimales et une liberté entrepreneuriale maximale. Parallèlement, il faut veiller à une bonne formation professionnelle afin de se préparer aux constants changements du marché du travail.



Ueli Maurer

Chef du Département fédéral des finances (DFF)

Ancien administrateur de l'Union des paysans zurichois

Vous avez des contacts avec de nombreuses personnes. Quelles sont leurs principales préoccupations ?

Ueli Maurer: De nombreuses personnes sentent qu'elles perdent lentement et insidieusement leur patrie, qu'elles ne sont plus chez elles dans leur propre pays, que leurs principales convictions sont remises en question. J'entends souvent la remarque suivante : « Mais à Berne on s'en moque ! » Ce sentiment

est une source de frustrations. On se sent ignoré, voire traité de raciste et d'extrémiste de droite. Il faut que nous puissions parler ouvertement des problèmes, faute de quoi la politique perd tout crédit.

Guy Parmelin: Nombre de personnes se plaignent que, malgré les gros efforts qu'elles font dans leur profession, il leur reste de moins en moins d'argent dans leur portefeuille. La croissance relativement faible de la productivité et les charges supplémentaires qui renchérissent la vie

« Les charges supplémentaires qui renchérissent la vie inquiètent les gens. »

inquiètent les gens. C'est à ce niveau que nous devons intervenir en veillant à ce que nos décisions politiques visent avant tout à accroître la qualité de la vie des habitants de ce pays.

Liberté et sécurité au lieu d'égalitarisme et redistribution

par Thomas Aeschi, conseiller national et président du groupe parlementaire UDC

Pour quoi l'Union démocratique du centre s'engage-t-elle ? Pour une Suisse libre et sûre. Pour une Suisse autodéterminée, indépendante et neutre dans un régime de démocratie directe vivante et de fédéralisme. Pour une Suisse dans laquelle chaque citoyen agit sous sa propre responsabilité en rendant le moins possible l'aide de l'Etat. Pour une Suisse classe moyenne traditionnellement forte se rendant tous les jours au travail et éduquant elle-même ses enfants.



Mais que veulent les socialistes et tous les autres partis ? Ils souhaitent un appareil étatique encore plus lourd et plus puissant dont les fonctionnaires – plus de 35'000 au seul niveau fédéral ! – prescrivent aux citoyens comment ils doivent organiser leur vie, un Etat qui doit prélever toujours plus d'impôts, de redevances et de taxes pour financer un budget toujours plus lourd. Ils veulent plus d'égalitarisme et de redistribution – toujours aux frais de la classe moyenne laborieuse qui forme le gros des contribuables.

L'UDC ne veut pas d'un tel Etat. Nous voulons que les générations à venir puissent vivre elles aussi dans une Suisse libre et autodéterminée, dans la paix et dans la prospérité.

L'argent qui reste dans notre porte-monnaie ne cesse de fondre

Voici les conséquences concrètes de l'arnaque fiscale socio-écologiste :



Essence plus chère : plus 12 centimes par litre !

Extrapolée sur une année, cette hausse représente pour un ménage comptant des pendulaires et effectuant 20'000 km/an avec une consommation de 9 l/100 km environ 270 francs

plus 270.– francs



La hausse supplémentaire de la taxe CO₂ sur l'huile de chauffage :

la commission de l'environnement du Conseil des Etats a décidé de doubler la taxe écologique par tonne de CO₂ qui passerait à 210 francs, soit de 25 cts actuellement à **54 centimes par litre d'huile de chauffage !** Cela fait pour un ménage habitant dans un appartement locatif de 100 m² et consommant en moyenne 21 l/m²/an un supplément de 1134 francs.

plus 1'134.– francs



Taxe sur les billets d'avion de 30 à 120 francs par vol :

Exemple d'un vol d'avion à Londres pour une famille de 4 personnes:

le prix passe de 400 à 600, voire 800 francs !

plus 400.– francs



Interdiction des chauffages à huile : la commission de l'environnement du Conseil des Etats a décidé d'imposer une réduction massive des émissions de CO₂ aux immeubles existants. Cet objectif ne peut être atteint que par le biais d'une interdiction des chauffages à huile. Les coûts de transformation reportés sur les locataires se montent en moyenne à **1'128 francs !**

plus 1'128.– francs



Coûts supplémentaires par ménage et par an

Liberté et sécurité.

Votez UDC !



www.udc.ch

Impressum:

ÉDITION SPÉCIALE : ÉDITION SPÉCIALE : est une publication de l'Union démocratique du centre UDC | Tirage : 1'072'869 | Edition et rédaction: UDC Suisse, secrétariat général, case postale 3001 Berne, tél. 031 300 58 58, fax 031 300 58 59, info@udc.ch | Conception et graphisme: GOAL SA für Werbung und Public Relations | Crédits photos: iStockphoto, Shutterstock, www.admin.ch, www.parlement.ch, UDC Suisse | Imprimerie: DZZ Druckzentrum Zürich SA

Attention : cette publication n'est ni une publicité, ni une réclame, mais c'est une information politique. Elle peut donc être distribuée dans chaque boîte aux lettres même en présence d'un autocollant interdisant la publicité. Nous vous remercions de votre compréhension.

Le modèle à succès suisse s'appelle «ouverture au monde et autodétermination»

Accord-cadre UE – libre circulation des personnes – avenir de la Suisse – signification des élections au Conseil national – Greta Thunberg : «Edition Spéciale» s'est entretenue avec Christoph Blocher, ancien conseiller fédéral, au sujet des défis actuels que doit relever la Suisse.

Pourquoi la Suisse se porte-t-elle économiquement mieux que d'autres pays ? Parce que la Suisse bénéficie d'une avance en termes de liberté, de sécurité et de responsabilité individuelle. Son modèle à succès s'appelle ouverture au monde et autodétermination. Voilà pourquoi la Suisse n'est pas membre de l'UE. Or, certaines forces politiques cherchent à miner, voire à détruire ce modèle à succès. Cela m'inquiète.

L'économie ronfle, les gens ont du travail... et vous vous inquiétez de l'avenir de la Suisse ?

C'est dans des périodes prospères que les hommes, les entreprises et les pays préparent leur ruine.

conduit la Suisse dans l'UE. Disons-le tout net : celles et ceux qui veulent signer ce contrat ne l'ont pas lu ou suivent égoïstement leurs propres intérêts financiers et politiques sans égard pour notre pays et le bien-être de ses habitants.

Non seulement les associations économiques, mais aussi les universités et les étudiants sont pour l'accord-cadre.

Oui, je sais. Ces milieux voulaient déjà nous pousser dans l'UE en 1992. Sans dénigrer l'enthousiasme et les visions des jeunes, je constate que l'expérience et le bon sens nous dictent une autre voie. Heureusement que le peuple a refusé l'adhésion à l'UE en 1992.

Le Conseil fédéral affirme que faute de cet accord-cadre nous serions discriminés par l'UE.

Pures sottises. Cela fait trente ans que l'on brandit cette menace. L'UE exporte davantage en Suisse que la Suisse exporte dans l'UE. Il ne viendrait à l'idée de personne de discriminer un aussi bon client.

Ne voyez-vous pas les choses trop en noir ?

Non. Ce traité de soumission donne non seulement à l'UE le droit d'édicter des lois en Suisse, mais en plus il appartiendrait en cas de litige à la Cour de justice de l'UE, donc au tribunal de la partie adverse, de trancher. Nous autres Suisses, nous devrions nous soumettre à du droit et à des juges étrangers. Voulons-nous vraiment que, par exemple, notre politique des transports soit déterminée par l'UE ? Que Bruxelles fixe notre politique agricole ? Ou que l'UE décide que chaque immigrant a droit à la totalité de l'aide sociale suisse ? Faut-il que l'UE décide comment nous organisons nos banques cantonales ? Ou qu'elle décide du niveau de nos impôts ? Combien de milliards serons-nous contraints de verser à Bruxelles ?

« Les politiciens qui acceptent un tel traité de soumission doivent être tombés bien bas ! »



La Suisse exporte massivement à l'étranger. Ne faut-il pas alors poursuivre la globalisation, s'aligner sur l'UE ?

Nick Hayek, patron du groupe Swatch, l'a dit très clairement : la Suisse n'a certainement pas à s'adapter aux conditions-cadres imposées par l'UE. C'est au contraire l'UE qui doit s'approcher de celles de la Suisse. Il a raison. Nous avons objectivement de meilleures conditions-cadres.

Mais l'accord-cadre ne nous fait pas entrer dans l'UE. Il nous rattache seulement à celle-ci.

L'accord-cadre donne à l'UE le droit d'édicter les lois valables en Suisse – même contre la volonté des citoyens suisses. Les politiciens qui acceptent un tel traité de soumission doivent être tombés bien bas ! Or, à l'exception de l'UDC, tous les partis veulent cet accord.

Les associations économiques et les grands managers veulent aussi signer cet accord.

Oui, malheureusement ! Alors qu'ils savent très bien que cet accord-cadre

La Suisse peut-elle vraiment se soustraire à cette contrainte ?

Bien sûr ! Si la Suisse le veut et exprime clairement sa volonté, les choses sont très simples. La Suisse a surmonté des moments bien plus difficiles dans le passé sans pour autant s'abandonner.

Comment les choses continueraient-elles en Suisse sans cet accord ?

C'est très simple : la Suisse poursuivrait sur la voie qui a fait la preuve de son efficacité : ouverte au monde, mais sans abandonner les piliers de son Etat. Des jours difficiles approchent. L'histoire nous l'a prouvé : c'est en restant fidèle à elle-même que la Suisse surmonte le mieux les difficultés.

L'UDC veut mettre fin à la libre circulation des personnes avec son initiative de limitation. Les adversaires de ce projet affirment qu'il nuit à l'économie.

Le but de cette initiative est de limiter l'immigration excessive que subit la Suisse. La Suisse doit gérer de manière autonome l'immigration sur son territoire, comme l'ont décidé le peuple et



trueuses. Aujourd'hui déjà, la Suisse affiche un taux de chômage plus élevé que l'Allemagne à cause de la libre circulation des personnes et une politique d'asile irresponsable ! Notre bonne situation économique est ébranlée. Voulons-nous attendre que la Suisse sombre dans un chômage de masse ? Non, je crois que nous devons enfin agir. *Mais la Suisse a besoin de spécialistes*

d'habitants . Conséquences parmi d'autres : du stress dû à une densité démographique excessive et le bétonnage des paysages.

Pourquoi est-il si important que l'UDC gagne ces élections ?

Si l'UDC perd, elle aura moins de sièges au Parlement et l'opposition aux décisions insensées prises par la Berne fédérale au détriment de notre liberté et de notre sécurité sera affaiblie. La Berne fédérale pourra alors alourdir encore plus la bureaucratie, augmenter les impôts, taxes et redevances et multiplier les interdictions. En clair : le niveau de vie baissera en Suisse, surtout



« L'accord-cadre donne à l'UE le droit d'édicter les lois valables en Suisse – même contre la volonté des citoyens suisses. »

les cantons. Manquant totalement de respect pour la volonté du peuple, une classe politique ivre de pouvoir a refusé d'appliquer ce mandat constitutionnel et l'a même inversé. L'UE a jusqu'ici refusé de négocier. C'est là qu'intervient l'initiative de limitation. L'accord de libre circulation des personnes ne doit être résilié que si l'UE refuse d'en négocier les termes. L'économie n'en tire aucun inconvénient. Les professionnels dont les entreprises ont besoin continueront de venir, tout comme les frontaliers. Les milieux économiques n'ont rien à craindre.

En revanche, cette initiative stoppera l'immigration abusive qui provoque du chômage et des charges sociales mons-

étrangers. Comment régler ce problème sans la libre circulation des personnes ?

Si on ne trouve pas ces spécialistes en Suisse, on peut les faire venir de l'étranger. Des permis de travail de courte durée continueront d'être accordés. La Suisse a agi de la sorte avec succès entre 1971 et 2007. Puis l'UE lui a imposé la libre circulation des personnes. Le Conseil fédéral a promis que l'immigration ne dépasserait pas 8000 à 10'000 personnes par an. Or, plus de 65'000 par an en chiffres nets sont venus et les charges sociales ont explosé. Le même laxisme régit la politique d'asile. Depuis 2007 la population de la Suisse a augmenté d'un million

pour la classe moyenne.

La Suédoise Greta Thunberg a environ l'âge de vos petits-enfants. Que diriez-vous à cette jeune activiste pour le climat si vous la rencontriez ?

Je dirais : «Bonjour Mademoiselle Thunberg, c'est bien que vous vous engagiez pour un bon climat. Veillons donc tous ensemble à la qualité de l'air et de l'eau, à des sols sains, mais sans pour autant lancer des mesures insensées, excessivement coûteuses, disproportionnées et qui, de surcroît, n'ont aucune efficacité. Le principal résultat de ces mesures est de réduire la liberté et la sécurité des gens et, en plus, de les appauvrir.»

« Voulons-nous que l'UE décide que chaque immigrant a droit à la totalité de l'aide sociale suisse ? »

Christoph Blocher en quelques mots

Naissance: 11 octobre 1940 à Zurich, grandit à Laufen près des chutes du Rhin – **Originaire:** Meilen/ZH et de Schattenthal/BE, citoyen d'honneur de Lü dans le Val Mustair – **Domicilié:** Herrliberg/ZH, marié, 4 enfants, 12 petits-enfants – **Formation:** 2 ans d'apprentissage agricole à Ossingen/ZH, études de droit à Zurich, Montpellier et Paris, doctorat en droit – **Carrière professionnelle:** entrée au service juridique de l'entreprise EMS-Chemie après ses études, président de la direction d'EMS-Chemie (anciennement Emser Werke), reprise de la majorité des actions d'Ems-Chemie Holding SA, président et délégué du conseil d'administration d'EMS-Chemie Holding SA, entrepreneur en médias – **Carrière militaire:** colonel, anc. Cdt Ls Rgt 41 – **Parcours politique:** cofondateur du «Studentenring» de l'Université de Zurich, membre du conseil communal de Meilen, député au Grand Conseil, président de l'UDC du canton de Zurich, conseiller national, président de l'Action pour une Suisse indépendante et neutre (ASIN), conseiller fédéral et chef du Département fédéral de justice et police, président du Comité contre l'adhésion insidieuse à l'UE ; en 2018, démission de tous ses mandats politiques.

Stoppez les combinards de l'UE du Palais fédéral !

par Céline Amaudruz, conseillère nationale et candidate au Conseil national, gestionnaire de fortune

Au jeu du Mikado, le perdant est celui qui fait bouger le premier ses baguettes. Dans la bataille concernant l'accord de rattachement à l'UE, les perdants seraient manifestement ceux qui annoncent la couleur avant les élections fédérales du 20 octobre. Les partis qui acceptent ce diktat de l'UE évitent en tout cas soigneusement ce thème.



Ils préféreraient ne pas du tout en parler. Mais ils sont tous complices : économiques, Union patronale,

PLR, PDC, Verts Libéraux, Verts et PS. Même les syndicats, appâtés par des concessions qui nuisent à la liberté du marché du travail, rejoindront le camp des partisans de l'accord-cadre avant la fin de l'année.

Le modèle à succès suisse est menacé

La Suisse était à l'origine un pays pauvre. Son succès exceptionnel en termes de prospérité, de paix et d'équilibre social s'explique uniquement par les piliers de son Etat qui s'appellent démocratie directe, fédéralisme et neutralité armée. Tout cela serait menacé par l'accord de

rattachement à l'UE. Ce contrat permettrait à l'UE d'imposer ses règles dans les domaines de la libre circulation des personnes, de la politique agricole, des normes industrielles, de l'approvisionnement énergétique et même des axes de transit nord-sud.

Le peuple évincé

Le peuple, actuellement le patron en politique, serait mis à l'écart. Il serait remplacé par le droit UE et le tribunal UE. On tente de nous faire croire que nous pourrions tout de même voter, mais que nous devrions alors accepter les «mesures de compensation» de

Bruxelles. Cela relève du même cynisme que de dire aux automobilistes : «Vous êtes libres de foncer à 180 km/h dans une zone limitée à 30,

et une amende de quelques dizaines de milliers de francs.»

Cette thématique paraît suffisamment importante pour être débattue avant les élections. Mais la coalition du rattachement à l'UE craint la lumière du jour. Elle veut tromper et surprendre le peuple après le 20 octobre.

« La coalition du rattachement à l'UE craint la lumière du jour. »

mais vous devrez simplement accepter les mesures de compensation, soit le retrait définitif du permis de conduire, une peine d'emprisonnement

Ne permettez pas qu'on vous roule dans la farine ! Votez pour des représentants du peuple qui défendent à visage découvert les piliers de notre Etat !

Comme dans un match Suisse-France où la France fixerait les règles du jeu

par Michaël Buffat, conseiller national, directeur de banque

Ledit accord-cadre que l'UE veut imposer à la Suisse n'est pas autre chose qu'un traité de soumission au profit exclusif de Bruxelles. Aucun Etat au monde n'accepterait cela.



tions de plusieurs années est le présent «accord-cadre institutionnel».

L'accord avec l'UE évincé les citoyennes et citoyens suisses

Cet accord marque la fin et non pas la poursuite de la voie bilatérale. Le peuple, les cantons et le Parlement n'auraient plus voix au chapitre dans les principales questions touchant à l'avenir de notre pays. Législateur suprême, le peuple suisse serait privé de son pouvoir dans des domaines essentiels de notre politique économique, sociale et étrangère. La Suisse serait contrainte de reprendre du droit étranger, de reconnaître des juges étrangers et, si son peuple vote autrement que ne le souhaite Bruxelles, l'UE pourrait en toute légalité punir notre pays.

Ce serait comme un match de football Suisse-France où les Français fixeraient les règles du jeu, les modifieraient en cours de rencontre,

« Cet accord marquerait la fin et non pas la poursuite de la voie bilatérale. »

nommeraient l'arbitre et auraient de surcroît le droit de donner des coups de pieds aux joueurs suisses. Parmi les 194 pays du monde, je n'en vois pas un seul acceptant un accord aussi «unilatéral», un traité de soumission qui le livrerait pieds et poings liés à une organisation d'Etats.

La Suisse sait depuis 700 ans ce que sont des accords bilatéraux. Le terme bilatéral dit bien ce qu'il veut dire : il s'agit de contrats que concluent deux pays dans l'intérêt mutuel et en se considérant comme deux partenaires égaux en droit. C'est une chose parfaitement normale. La Suisse a conclu plus de 150 accords bilatéraux avec la seule UE.

Mais en 2008 l'UE a fait comprendre clairement à la Suisse qu'elle n'acceptait plus des accords bilatéraux de ce genre. En lieu et place de rapports entre partenaires égaux en droit, Bruxelles exigeait un «cadre» englobant tous les accords passés et futurs ce qui implique que dorénavant la Suisse doit reprendre les modifications imposées par l'UE. L'affaire a été négociée et le résultat des négocia-



Engagez-vous maintenant pour la liberté, l'indépendance et l'autodétermination de la Suisse !

Le comité interpartis «NON à l'adhésion insidieuse à l'UE» mène la bataille contre «l'accord-cadre UE», ce traité de soumission proposé par le Conseil fédéral. Le comité contre l'adhésion insidieuse à l'UE compte de nombreuses personnalités connues de toute la Suisse. Il est présidé par Roger Köppel, conseiller national et éditeur du magazine «Weltwoche». Devenez vous aussi membre en vous inscrivant sur le site www.non-ue.ch ou en remplissant la **formule d'adhésion à la page 8.**

Devenez membre du comité interpartis «NON à l'adhésion insidieuse à l'UE» !

L'accord-cadre – un carcan qu'on veut nous imposer

par Jean-Luc Addor, conseiller national, avocat

L'accord-cadre que le Conseil fédéral a négocié avec l'UE est taillé sur mesure pour la Suisse, affirment ceux qui l'ont négocié. C'est le contraire qui est vrai : cet accord nous étoufferait à tous points de vue.



L'accord-cadre institutionnel avec l'UE que nous présente le Conseil fédéral ne nous va pas. Il n'est absolument pas «taillé sur mesure». Les tailleurs de l'UE n'ont pas pris une

seule fois la mesure de la Suisse. Ce contrat est bien plus un carcan dans lequel on veut nous presser. Il nous impose des réglementations européennes qui ne conviennent ni à notre vie quotidienne, ni à nos valeurs. Il nous impose du droit UE et nous punit si nous décidons autrement. La décision finale appartiendrait aux juges étrangers de la Cour de justice UE. Le tribunal arbitral n'aurait strictement rien à dire.

« L'accord qu'on nous soumet étend massive-ment la libre circulation des personnes. »

Immigration facilitée

L'accord qu'on nous soumet étend massivement la libre circulation des personnes en simplifiant encore plus l'obtention d'un droit de séjour et le regroupement familial. L'immigration de masse augmenterait avec elle la pénurie de logements, le niveau des loyers, l'engorgement

des routes et des trains. Les institutions sociales seraient contraintes d'augmenter les cotisations et de réduire leurs prestations. Le partenariat social traditionnel de la Suisse serait remplacé.

Des milliards à payer

L'interdiction européenne des aides publiques entraverait le développement économique des cantons et des communes. Les systèmes fiscaux cantonaux seraient touchés : l'encouragement d'implantations, les aides économiques et les promotions régionales des cantons ne seraient plus possibles sans l'accord de l'UE. La TVA européenne de 15% au minimum renchérirait notre consom-

mation. Des institutions helvétiques, qui ont fait la preuve de leur efficacité, ne seraient plus admises : usines hydrauliques, fournisseurs de réseaux électriques, assurances cantonales des bâtiments, SUVA, banques cantonales, hôpitaux, mais aussi de nombreuses institutions sportives, culturelles et de loisirs. Et pour couronner le tout, nous serions contraints de payer des milliards de francs pour tous ces inconvénients ! Nous devrions cofinancer les programmes UE actuels et

futurs et, surtout, verser des milliards au fonds de cohésion UE.

Abandonner notre droit de vote

Non, nous refusons ce carcan ! L'accord-cadre menace globalement le succès et l'autodétermination de la Suisse. Il prive les citoyennes et citoyens de leurs droits politiques. Nous ne voulons pas de cela ! Le Conseil fédéral doit refuser catégoriquement cet accord.

Accord institutionnel – rendez-vous compte de ce que l'UE exige vraiment de la Suisse

Tout le monde parle de ce traité appelé accord-cadre UE et, hormis l'UDC, tout le monde le réclame. Mais personnellement, hormis l'UDC, ne veut en parler avant les élections fédérales du 20 octobre. C'est normal, car il suffit de lire le texte de cet accord pour se rendre très vite compte de ce qu'il signifie : la soumission totale de la Suisse à l'UE, la fin de la démocratie directe, de l'indépendance, de la liberté et de l'autodétermination de la Suisse. Le PDC, le PBD, le PLR, les Verts, les Verts Libéraux et le PS sont prêts à brader la Suisse.

Lisez vous-même sur www.non-ue.ch

(Dans le menu du site internet www.non-ue.ch, cliquez sur «accord-cadre commenté»)

Plus d'argent pour l'AVS et moins pour l'étranger

par Marcel Dettling, conseiller national, agriculteur

La confédération dépense toujours plus d'argent pour l'étranger. L'UDC entend changer cela et garantir les rentes AVS des Suissesses et des Suisses. Elle propose de prélever un milliard de francs par année sur les quelque 5 milliards que la Confédération affecte uniquement à l'aide au développement et à l'asile et de transférer ce montant à l'AVS. Idem pour le milliard de cohésion de l'UE qui serait également mieux à sa place dans l'AVS.



Atteignant plus de 50'000 personnes en 2018, soit autant que la population de la ville de Bienne, l'immigration est toujours six fois plus élevée que le Conseil fédéral avait tenté de le faire croire au peuple suisse avant la votation sur la libé-

re circulation des personnes. La préférence nationale exigée par le peuple suisse a été inversée et traduite en une préférence étrangère par l'alliance PLR-PS. Pourtant, le taux de chômage suisse, soit 4,8%, est plus élevé que celui de l'Allemagne.

L'immigration coûte à la Suisse des sommes monstrueuses en termes de contributions sociales, de frais d'intégration et d'infrastructures. Parallèlement, la Confédération dépense une somme énorme – près de 5 milliards de francs par an – pour l'asile et l'aide au développement, soit plus que pour la sécurité nationale et même le double du montant consacré à la production agricole. De surcroît, la Suisse s'appête à faire cadeau à l'UE de plus d'un milliard de francs pour ladite

cohésion. Notre pays dépense de plus en plus d'argent pour l'étranger et pour entretenir les migrants sociaux du monde entier.

Cette politique est inacceptable et doit changer. L'initiative UDC de limitation veille à ce que la Suisse gère enfin elle-même l'immigration conformément à la volonté du peuple. Il s'agit également de fixer de nouvelles priorités pour les dépenses fédérales. Au moins un milliard de francs doit être transféré de l'aide au développement et de l'asile vers l'AVS. En outre, il n'y a pas lieu de verser 1,3 milliard de francs au fonds de cohésion de l'UE. Cet argent doit profiter aux habitants de la Suisse afin de garantir les rentes AVS d'une classe moyenne qui travaille durement.

Le travail doit à nouveau valoir la peine

par Jean-François Rime, conseiller national, entrepreneur et président de l'Union suisse des arts et métiers

Conçue initialement comme un soutien passager pour surmonter des situations d'urgence, l'aide sociale est depuis longtemps devenue un revenu de base sans condition pour certains groupes de la population, notamment les personnes de l'asile. Il s'agit là d'une dérive fatale qui rend le travail peu attrayant et coûte des milliards de francs aux contribuables.



Lorsque la Conférence suisse des institutions d'aide sociale (CSIAS) annonce bruyamment que toute réduction de l'aide sociale est impossible et inhumaine, elle donne dans la pure propagande des travailleurs sociaux. Selon les directives CSIAS, un ménage à une personne doit toucher une contribution

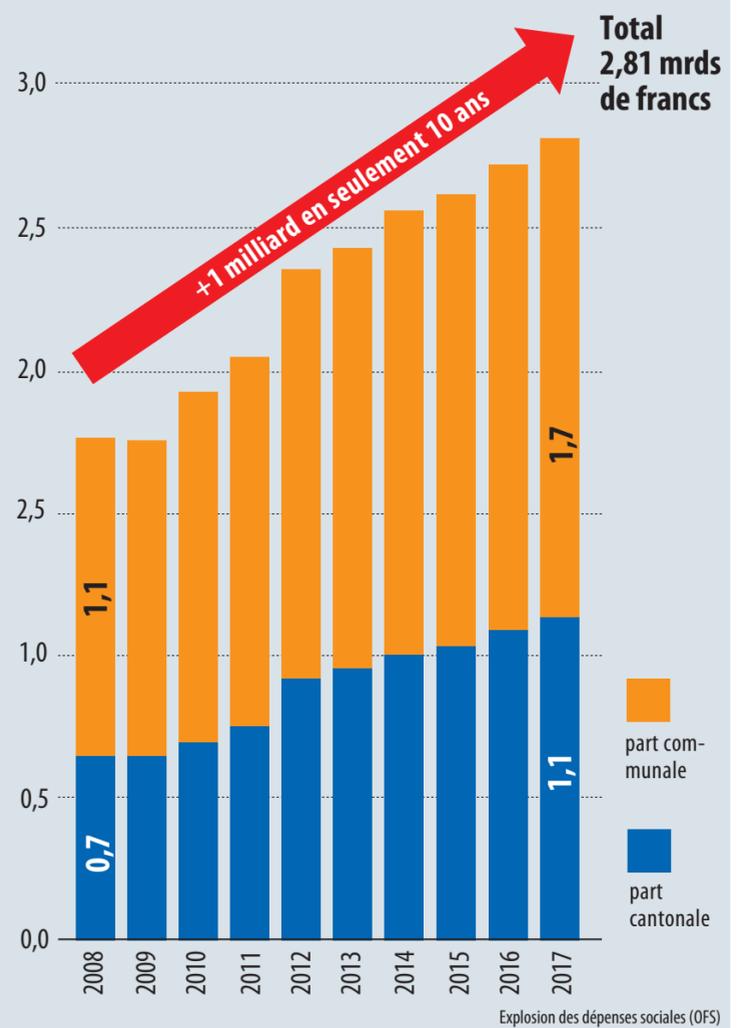
mensuelle de base en liquide de 986 francs. Ce montant est de 2'110 francs pour un ménage de quatre personnes. Les bénéficiaires sont libres de dépenser cet argent comme ils l'entendent.

Contrairement à ce que suggère la CSIAS, cette contribution dite pour les besoins de base n'est pas, beaucoup s'en faut, tout ce que reçoivent les bénéficiaires de l'aide sociale. Une famille de quatre personnes touche de surcroît pour le loyer, les primes d'assurance-maladie (LAMal) et au titre desdites prestations circonstancielles (par exemple, le dentiste, l'hygiène dentaire, la crèche d'enfants, le matériel scolaire, les abonnements aux transports publics, etc.) des contributions d'une valeur dépassant largement 5'000 francs par mois. Tout cela bien entendu hors impôts.

Une personne qui veut entretenir sa famille avec du travail payé doit gagner nettement plus que ce qu'elle recevrait de l'aide sociale sans payer d'impôts. A un revenu inférieur, le travail ne vaut pas la peine. Il est cependant illusoire de penser qu'une personne de formation modeste et sans expérience professionnelle puisse gagner plus de 6'000 francs par mois.

L'Etat ne doit pas dépenser plus d'argent pour l'aide sociale, mais renforcer les incitations poussant les gens à travailler. Les personnes travailleuses et motivées doivent être récompensées alors que les paresseux et les récalcitrants à l'intégration doivent se contenter du minimum. L'aide sociale publique est liée à une obligation générale de travailler.

Explosion des coûts de l'aide sociale en milliards de francs



Moins de masques, plus de sécurité

par Yves Nidegger, conseiller national, avocat



L'initiative populaire «Oui à l'interdiction de se dissimuler le visage» accroît la sécurité publique. Elle fournit une base légale pour s'opposer enfin aux hordes de vandales et casseurs masqués qui sévissent impunément lors de manifestations, sportives notamment, ou dans le contexte des cortèges du 1er mai.

En interdisant le voile intégral, l'initiative veut protéger en outre le droit constitutionnel des femmes à l'égalité et à la liberté. Des femmes et des hommes libres se regardent à visage découvert lorsqu'ils se parlent. Le principe élémentaire de

l'égalité des droits commande de veiller à ce que les femmes comme les hommes montrent leur visage en public. L'interdiction de dissimuler son visage ne porte par ailleurs aucune atteinte à la liberté de sortir dans la rue avec la tenue vestimentaire de son choix. Car cette liberté est soumise au respect de l'ordre public. De même que la nudité intégrale (ne rien cacher de soi) contrevient à l'ordre public, le voile intégral (ne rien montrer de soi) y contrevient tout autant. Cette initiative sera soumise au vote du peuple et des cantons l'an prochain. Nous comptons sur votre soutien.

Oui à l'interdiction de se dissimuler le visage



Liberté et sécurité.



www.udc.ch

Votez UDC!





Que veut l'initiative UDC de limitation?

L'initiative de limitation exige une gestion raisonnable et autonome de l'immigration. Elle sera probablement soumise au souverain en mai 2020. Depuis l'introduction de la libre circulation des personnes en 2002, 1,1 million de personnes en chiffres nets ont immigré en Suisse. Et année après année 60'000 à 80'000 étrangers continuent de s'installer dans notre pays.

Les conséquences de ce phénomène sont énormes. Les partisans de la libre circulation des personnes prétendent que l'immigration est d'une importance centrale pour l'économie. Cette affirmation n'est juste que si on considère

l'économie de manière isolée et que l'on ignore délibérément les autres coûts – par exemple au niveau des institutions sociales, de la formation, de la santé ou de la sécurité. Et si on ferme les yeux devant la pression massive que la libre circulation des personnes exerce notamment sur les salariés de plus de 50 ans qui sont facilement remplacés par une main-d'œuvre importée plus jeune et moins chère. Le Conseil fédéral tente de résoudre ce problème par une nouvelle institution sociale appelée «rente pont».

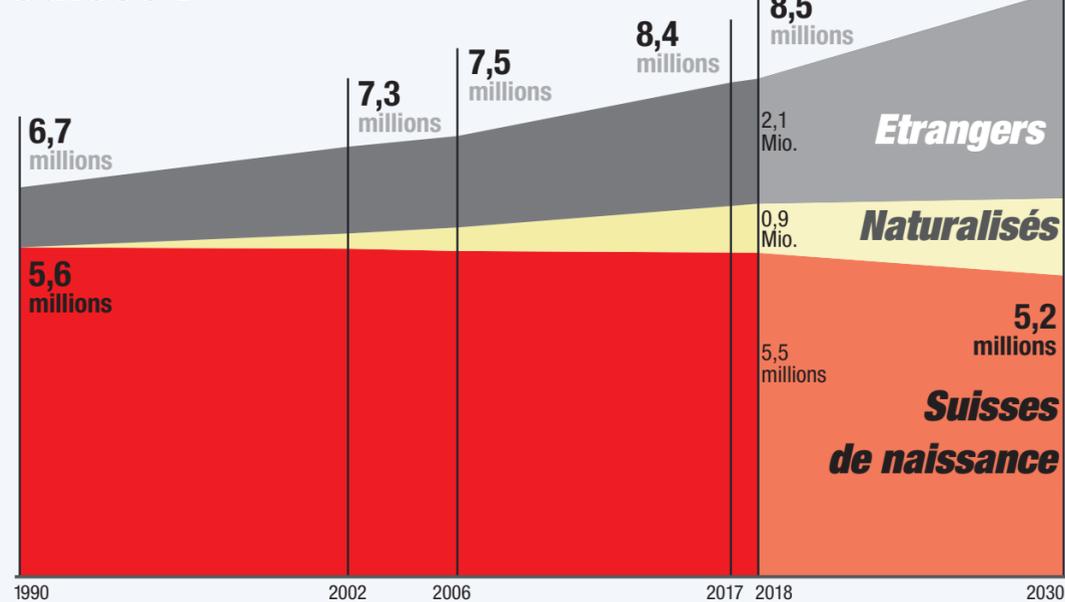
Les besoins de l'économie en professionnels qualifiés peuvent parfaitement être satisfaits de manière unilatérale et

contrôlée par la Suisse, donc sans accord de libre circulation, mais, conformément à la Constitution fédérale, en tenant compte de la situation économique générale et en appliquant la préférence nationale qui protège les salariés âgés.

La position de l'UDC est claire: la Suisse ne peut combattre les conséquences graves et onéreuses de la libre circulation qu'en reprenant en Suisse le contrôle de l'immigration. L'accord de libre circulation l'empêche de le faire. Ce traité conclu avec l'UE donne à 500 millions de citoyens UE le droit d'immigrer en Suisse.

www.initiative-de-limitation.ch

Bientôt 10 millions d'habitants en Suisse ?



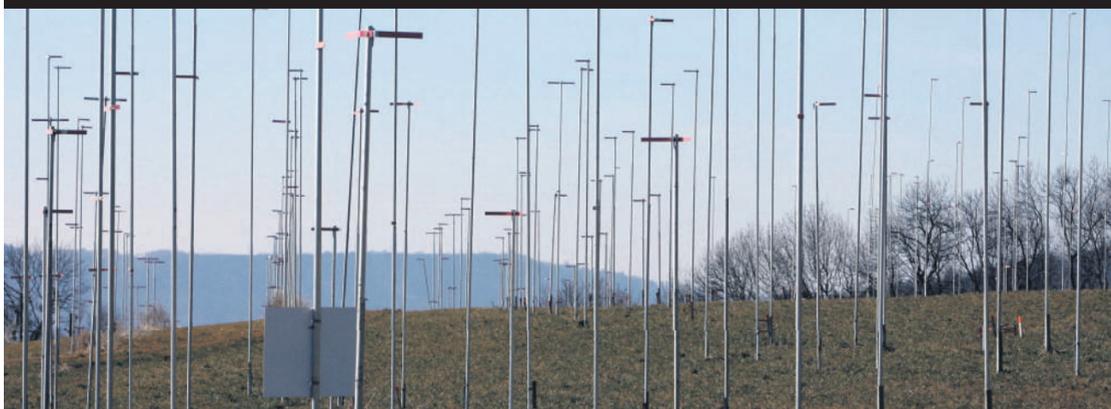
L'immigration croissante provoque une explosion démographique. Source: OFS, développement de la population résidente permanente en Suisse & propres extrapolations. Naturalisations par an cumulées depuis 1990.

Préserver notre environnement – limiter l'immigration

Le résultat de l'immigration de masse incontrôlée: durant les 13 années passées, un million de personnes ont immigré en Suisse. Cette explosion démographique nuit directement à notre environnement et au climat. Ses conséquences sont désastreuses: pendant ces treize années, des espaces verts d'une surface équivalente à 57'000 terrains de football ont été couverts de constructions. En d'autres termes, 407 millions de mètres carrés de nature ont été bétonnés, notamment pour construire 454'000 nou-

veaux logements. Un million d'immigrants signifie aussi 543'000 voitures et 789 autocars de plus sur les routes et 9 milliards de kilomètres supplémentaires parcourus. Avec un million d'habitants de plus, la Suisse consomme au moins 2 milliards de kilowattheures de plus par an, ce qui correspond à la production de 500 grandes éoliennes. Enfin, un million d'immigrants provoquent une augmentation de la consommation d'eau de 59 milliards de litres par an.

Arrêtons de bétonner la Suisse !



Opinion

La destruction du modèle à succès suisse ?

Christoffel Brändli commente l'immigration et la politique environnementale

Durant les treize ans écoulés la population de la Suisse a augmenté de plus d'un million d'habitants à cause de l'immigration. Hormis l'UDC, tous les partis politiques souhaitent prolonger cette immigration déterminée par l'UE et imaginent sans inquiétude une Suisse à 10 millions d'habitants.

De toute évidence, les partisans de cette immigration se laissent guider par des intérêts commerciaux à court terme et ferment les yeux devant les conséquences de ce phénomène. Or, la Suisse risque d'y perdre durablement sa prospérité. Pourquoi?

La croissance démographique et les besoins supplémentaires qui en découlent exigent une augmentation de l'espace habitable de 20 à 30%. Cela signifie concrètement le bétonnage des paysages ou, en procédant à des constructions denses, l'émergence de bidonvilles dans nos agglomérations. Aujourd'hui déjà nous assistons à ce développement sans réagir. Vous êtes-vous demandé ce que cela signifie, par exemple, pour la ville de Coire que de devoir mettre à disposition 30% de plus d'espace de logement? Où sont donc les Verts-Libéraux qui récemment encore ont fait de grandes déclarations en faveur de la conservation des surfaces cultivables?

Le besoin en espace habitable n'est pas le seul problème. Un à deux millions d'habitants supplémentaires chargent encore plus nos infrastructures de transport qui ont déjà atteint les limites de leur capacité. Un à deux millions d'habitants supplémentaires signifie au moins 500'000 voitures de plus ou implique une extension excessivement onéreuse des transports publics.

Nos institutions sociales – AVS, aide sociale, assurance-maladie et autres – seront encore plus difficiles à financer. Le seul financement des rentes AVS supplémentaires exige la création de deux à trois millions nouveaux emplois. Une chose totalement impossible à l'ère

de la numérisation. Une Suisse à 10 millions d'habitants consommera aussi beaucoup plus d'énergie. Personne ne sait où on pourra la prendre.

Notre société change elle aussi de manière dramatique. L'intégration des immigrants n'est plus guère possible. Les tensions entre nouveaux arrivants et autochtones augmentent. Les écoles ont de plus en plus de mal à atteindre leurs objectifs de formation en raison de la composition hétérogène des classes. La population autrefois homogène est en train de se disperser en groupes d'habitants qui vivent certes ici, mais qui n'ont plus aucun rapport entre eux.

Comment la politique réagit-elle face à ce développement? On fonde une alliance pour le climat – on ne sait pas très bien ce que cela veut dire – et on tente de détourner l'attention du public des problèmes que pose une immigration totalement démesurée. La grande industrie se montre reconnaissante à l'égard de la politique parce que l'immigration lui permet d'augmenter ses bénéfices.

Il est temps que le peuple suisse s'éveille et qu'il prenne en main son avenir. Il est minuit moins cinq et l'accord-cadre, par lequel la Suisse se soumettra définitivement à l'UE, est proche de son application. Ainsi, la démesure aura atteint l'objectif final: la destruction définitive du modèle à succès suisse qui se fonde sur l'autodétermination, la modestie et la liberté.

Christoffel Brändli était conseiller d'Etat et il a siégé au Conseil des Etats. Il habite à Landquart (GR).

Des questions

- Concernant le matériel électoral ?
- Concernant les élections ?



Hotline électorale gratuite :
0800 0 1291 0

Courriel :
elections@udc.ch

Renseignements gratuits et compétents ici !

A partir du 13 septembre et jusqu'au 20 octobre vous pouvez vous informer gratuitement sur les élections au Conseil national et au Conseil des Etats 2019. Comment élire correctement ? Comment voter correctement pour que ma voix serve au mieux les intérêts de la Suisse ?

Nous sommes à votre disposition tous les jours de 09h00 à 18h00 et également le week-end.



Dans un local sombre...



... peu après 21 heures, les fers de lance du parti le plus fort de Suisse se réunissent. La période la plus folle de la vie politique est probablement en train de recommencer ...

Regardez «Campagne électorale – le film» sur

<https://wahlkampfderfilm.ch/fr/>



Grand quiz électoral www.udc.ch/concours Participez et gagnez !



1 Que signifie le projet d'accord-cadre UE pour la Suisse ?

- L'intégration de la Suisse dans l'UE = FA
- La soumission de la Suisse à l'UE = VO



2 Combien d'immigrants en chiffres nets sont venus en Suisse depuis 2007 ?

- environ 100'000 = KE
- environ 1'000'000 = T



3 Qui pouvez-vous appeler gratuitement si vous avez des questions concernant le matériel électoral ?

- Darius Rochebin = NE
- La Hotline électorale gratuite de l'UDC = EZ



4 Quel est le slogan électoral de l'UDC pour les élections du 20 octobre ?

- «Bière gratuite et sécurité» = W
- «Liberté et sécurité» = U



5 A quel niveau passerait la TVA suisse (actuellement 7,7%) en cas d'adhésion à l'UE ?

- A au moins 10% = S
- A au moins 15% = DC



6 Qui a dit : «Cet accord serait la fin et non pas la poursuite de la voie bilatérale» ?

- Thomas Matter, conseiller national = I
- Christa Markwalder, conseillère nationale PLR = F

Liberté et sécurité. La Suisse doit le rester. J'y contribue !

- Je souhaite devenir membre de l'UDC à mon lieu de domicile, resp. dans ma région/mon canton. Je verse une cotisation annuelle et je suis invité aux assemblées et manifestations du parti.
- Je souhaite être informé sur les activités en cours, les communiqués de presse et les articles de l'UDC Suisse. Veuillez m'envoyer dès à présent votre lettre d'information gratuite à l'adresse courriel ci-dessous.
- Veuillez m'envoyer gratuitement le programme politique de l'UDC Suisse.
- Je suis prêt à mettre à disposition mon terrain, ma grange, un mur de ma maison pour des affiches de la **campagne UDC au Conseil national**.

Veuillez m'envoyer :

- ___ Affiches A0 pour tous les temps (solide) (A0 = 84,1 cm x 118,9 cm)
- ___ Affiches A2 en papier (A2 = 42 cm x 59,4 cm)

- Je soutiens la **campagne de l'UDC au Conseil national** (les dons peuvent être déduits dans une certaine mesure des impôts cantonaux et communaux).
 - Je fais un don de _____ francs sur le **CCP 30-8828-5** de l'UDC Suisse.
 - Veuillez m'envoyer un bulletin de versement de l'UDC Suisse
- J'accepte que vous utilisiez mon adresse pour la publicité de l'UDC.
- Je souhaite devenir membre du comité interpartis «Non à l'adhésion insidieuse à l'UE» (voir article à la page 5).

Nom/Prénom

Rue

NP/Lieu

Téléphone

Courriel

Signature

Découper, glisser dans une enveloppe et renvoyer à l'adresse suivante :
UDC Suisse, Secrétariat général, case postale, 3001 Berne
Courriel : info@udc.ch, téléphone 031 300 58 58, fax 031 300 58 59

Participez au concours en ligne :
www.udc.ch/concours

Énoncé de la solution correcte

1 2 3 4 5 6

Cochez les réponses correctes, écrivez les lettres correspondantes dans la même suite que les questions et renvoyez la solution. Délai de renvoi : 20 octobre 2019

1^{er} au 5^e prix : invitation personnelle au domicile de Christoph Blocher qui vous fera visiter, à vous-même et à la personne qui vous accompagne, sa collection privée de tableaux des peintres Anker et Hodler.

Les gagnants seront informés par écrit fin octobre 2019. Il n'y aura aucune correspondance concernant le concours. Un versement au comptant n'est pas possible. Tout recours judiciaire est exclu.

www.udc.ch



ÉDITION SPÉCIALE

de l'Union Démocratique du Centre du Canton de Genève | www.udc-ge.ch



ACCORD-CADRE :

EMPLOIS EN DANGER !

PAGES 12-13

**BOULIER LAMAL
SIGNED
L'INITIATIVE !**

PAGE 20

INSÉCURITÉ :

**GENÈVE A BESOIN
DE FRONTIÈRES
GARDÉES**

PAGE 16



Penser à Genève, agir à Berne

L'UDC reste le seul parti opposé au traité colonial que constitue l'accord-cadre avec Bruxelles. Dans un canton comme Genève abonné à la première place en matière de chômage, nous n'avons pas besoin d'une pression supplémentaire !



Liberté et sécurité.



Céline Amaudruz
au Conseil des États Liste 1



EDITORIAL

Il y aura bien à faire au cours de la prochaine législature. L'accord-cadre dominera nos relations avec Bruxelles, ceci avec de nouveaux acteurs issus des récentes élections européennes. L'UDC demeure le seul parti opposé à ce traité colonial qui nous priverait notamment de ce qui nous reste quant au contrôle de notre marché du travail. Dans notre canton, abonné à la première place en matière de chômage, nous n'avons nul besoin d'une pression supplémentaire sur les salaires, pas plus que d'une concurrence déloyale envers nos entreprises.

Il en va de même pour ce qui est de la sécurité. Malgré ou à cause de Schengen, Genève est devenue la destination favorite des criminels de tout poil. Attrisés par d'importants gains potentiels et des peines bien plus faibles qu'en France par exemple, les délinquants profitent de la frontière pour sévir. L'UDC réclame des mesures à la hauteur du problème, entre autres l'expulsion des criminels étrangers et des peines beaucoup plus sévères, notamment dans le domaine des crimes sexuels. Il reste encore bien à faire à lire les faits divers violents qui font trop souvent la Une de l'actualité. Ce n'est pas simple. La gauche dénonce volontiers les violences faites aux femmes mais se refuse à admettre qu'elles sont le plus souvent commises par des

personnes dont la religion présente la gent féminine sous un jour méprisable. Déplorer les effets en contestant la cause, cohérence, quand tu nous tiens! La classe moyenne fera l'objet de toutes les attentions de l'UDC. Le monde politique s'appête à lui vider les poches. Verts et Socialistes passent leur temps à inventer de nouvelles taxes, de nouvelles interdictions au nom d'un écologisme mal compris. Les hausses

a vu croître sa population de plus d'un million de personnes. Les trains sont bondés, les autoroutes engorgées, on ne circule plus désormais que dans des bouchons, lentement et sans confort. Les fonds nécessaires à l'amélioration de la situation existent mais il faudra encore convaincre Berne de soutenir des projets aboutis et efficaces. Nous pensons ici à la traversée de la Rade et à la troisième voie autoroutière.

« En quelques dix ans, la Suisse a vu croître sa population de plus d'un million de personnes. Les trains sont bondés, les autoroutes engorgées, on ne circule plus désormais que dans des bouchons, lentement et sans confort. »

des primes-maladie vont se succéder à moins de freiner cette évolution délétère par des mesures courageuses faisant appel à la responsabilité du patient. Nous ne saurions terminer cette liste non exhaustive sans évoquer nos infrastructures en complet décalage avec la nouvelle donne démographique. En quelques dix ans, la Suisse

L'UDC entend penser à Genève pour agir à Berne. **A l'occasion des élections fédérales d'octobre prochain, l'UDC compte sur vous !**

Céline Amaudruz
Présidente UDC-Genève
Conseillère nationale
Vice-présidente UDC-Suisse

**DÉCOUVREZ
TOUS NOS CANDIDATS !**



L'immigration de masse : Décidée à Berne, subie à Genève

A entendre le PS, les Verts ou le PLR, le bilan de quinze ans de libre circulation des travailleurs et des criminels serait un pur délice auquel seuls des esprits chagrins pourraient ne pas vouloir applaudir.



Pour les Genevois, - mais qui s'en soucie ? - la réalité est toute autre : les bas salaires se banalisent, tout comme l'insécurité et trouver un logement avant qu'il ne soit attribué à un migrant relève de l'exploit.

Ce n'est pas l'UDC qui le dit, mais la Tribune de Genève. Les trois articles phares de son édition du mercredi 31 juillet 2019 sont éloquentes : ils traitent tous des impacts négatifs pour les Genevois d'une libre circulation décidée à Berne et imposée à la population genevoise.

« **Le nombre de bas salaires croît à Genève** », en 15 ans, la libre circulation des travailleurs a généré en effet beaucoup plus de nouveaux pauvres, qui émargent à l'aide sociale parce que leur salaire les maintient au-dessous du seuil de pauvreté, que de nouveaux riches.

« **Le logement reste une denrée rare à Genève** », doux euphémisme pour parler de la crise endémique du logement que la surdensification, véritable aspirateur à immigration, non seulement ne résout pas mais accompagne singulièrement.

« **Je venais à Genève pour me promener et commettre des vols** », les deux magrébins basés à Annemasse et jugés à Genève verront bientôt leur traversée incontrôlée de la frontière facilitée encore par le Léman Express.

Le problème est que, à part l'UDC, tous les partis censés représenter les Genevois à Berne ne jurent que par les bienfaits de l'immigration de masse. PS, Verts et PLR reprennent à leur compte sans le moindre sens critique les mantras dictées par le lobby des multinationales, *économiesuisse*. Ces mantras reposent sur 4 mensonges qu'il importe de dénoncer.

Mensonge N°1

Sans la libre circulation des personnes, Genève ne pourrait pas engager les travailleurs étrangers nécessaires à faire fonctionner son hôpital et son économie.

FAUX !

La Suisse n'a besoin de l'accord de personne pour ouvrir sa porte aux travailleurs européens qui le lui demandent, attirés par des emplois suisses qui sont abondants et des salaires suisses très attractifs. Elle l'a fait souverainement depuis les années 1960, en conformité avec les besoins de son économie tout en protégeant ses travailleurs indigènes.

« **La Suisse n'a besoin de l'accord de personne pour ouvrir sa porte aux travailleurs européens qui le lui demandent.** »

nes du risque de chômage ou de dumping liés à une immigration incontrôlée. L'Accord sur la libre circulation des personnes (ALPC) n'existait pas. La libre circulation totale, qui a commencé 2007 pour les ressortissants des 15 anciens membres de l'UE, n'a pas apporté à la Suisse de possibilité nouvelle d'engager des travailleurs européens, celle-ci existait déjà. Ce que cet accord a apporté, et rien d'autre, c'est une interdiction nouvelle : la Suisse a renoncé (à tort) à son droit de contrôler sa propre frontière pour protéger sa population contre l'immigration de masse, le chômage et le dumping salarial. ■

Mensonge N°2

La libre circulation des personnes enrichit les Suisses.

FAUX !

Parfaits suivistes du lobby des multinationales *Economiesuisse*, le PS, les Verts et le PLR prétendent en chœurs que l'ALPC aurait enrichi les Suisses car le produit intérieur brut a augmenté depuis 2002, ce qui est en soi assez normal vu la croissance mondiale. Les Genevois, eux, sont de plus en plus nombreux à constater que leurs salaires stagnent ou baissent au point qu'il est devenu difficile de faire face sans aide aux besoins vitaux que sont le logement et la santé. La raison en est simple : le PNB a certes légèrement augmenté, mais il se répartit maintenant en raison de l'immigration entre un nombre beaucoup plus élevé d'habitants : + 1,1 million de personnes, dont 700'000 immigrants en provenance de la seule UE. La part totale des étrangers dans la population suisse atteint 2,1 millions. Le paradoxe est qu'il y a certes plus de milliardaires installés en Suisse depuis la libre circulation des personnes mais que le produit

« **La part totale des étrangers dans la population suisse atteint 2,1 millions.** »

intérieur brut stagne à environ 79'000 francs par habitant (2017). Dans leur ensemble, les Suisses n'ont donc pas profité mais souffert de la libre circulation des personnes. ■

Mensonge N°3

Sans la libre circulation des personnes, la Suisse serait privée de 5 accords d'accès aux marchés tous vitaux pour notre économie.

FAUX !

L'ALPC est lié, il est vrai, par une clause dite « guillotine » à 5 autres accords d'accès au marché européen conclus simultanément en 1999 et entrés en vigueur en 2002. Mais aucun de ces accords n'est vital pour la Suisse. Pour le surplus, nos voisins n'auraient aucun intérêt à dénoncer ces accords tant ils leur sont utiles et profitables (20.4 milliards d'excédent commercial en faveur de l'UE). Il s'agit en effet de l'Accord sur l'agriculture, qui profite 2 à 3 fois plus aux paysans de l'UE qui exportent vers la Suisse qu'aux paysans suisses qui exportent vers l'UE ; de l'Accord sur les transports terrestres qui oblige la Suisse à laisser passer les camions UE à fort tonnage à travers les Alpes ; de l'Accord sur le transport aérien (or la Suisse n'a plus de compagnie nationale, Swiss est en mains allemandes) ; de l'Accord sur les marchés publics, qui permet aux entreprises européennes d'obtenir des soumissions en Suisse, très rarement aux entreprises suisses d'obtenir la pareille dans l'UE ; l'Accord sur les obstacles techniques au commerce, qui permet à un produit enregistré dans un pays de l'UE/AELE d'être diffusé dans l'ensemble des autres, y compris la Suisse ; la perte de cet accord engendrerait des frais supplémentaires pour les exportations européennes vers la Suisse, ainsi que pour nos exportations vers l'UE de l'ordre de 0,2%, un sacrifice certes contraire aux intérêts égoïstes des entreprises concernées mais qui ne compromettrait en rien la survie économique de la Suisse et de ses habitants. ■

Mensonge N°4

Sans la libre circulation des personnes, les Suisses établis dans l'Union européenne seraient contraints de quitter leur pays d'adoption.

FAUX !

La grande majorité des quelques 450'000 Suisses vivant actuellement dans un Etat membre de l'UE s'y trouvaient déjà lors de l'entrée en vigueur de l'ALPC. Il s'agit pour l'essentiel de doubles nationaux, de conjoints de ressortissants européens, de spécialistes recherchés pour leurs compétences ou d'investisseurs établis à ce titre dans un Etat de l'UE. Ces Suisses n'ont aucun besoin de l'ALPC pour conti-

« **Les infrastructures croulent sous la pression démographique.** »

nuer à vivre dans leur pays d'adoption. Pour les autres, si tant est qu'ils existent, leur séjour prolongé dans un Etat de l'Union leur ouvre un droit à la naturalisation. La perspective d'un déracinement en cas de renonciation à l'ALPC relève donc du pur fantasme. En se reconnaissant incapable de connaître le nombre des Suisses de l'étranger qui résideraient dans l'UE sur la seule base de l'ALPC, l'Administration fédérale démontre le peu d'importance que revêt cette question dans la réalité. On sait en revanche que la part des étrangers dans la population suisse s'est accrue de plus d'1,1 million de personnes (dont 700'000 immigrants en provenance de l'UE) pour atteindre 2,1 millions. Les infrastructures, notamment les transports, croulent sous la pression démographique de même que les contribuables soit sous celle du coût de leur redimensionnement. ■



Le 15 décembre prochain, le Léman Express sera mis en service après des années de travaux et des milliards engloutis. Mais à qui va profiter le plus grand réseau trans-frontalier d'Europe ?

Léman Express, transit de masse et criminalité express

Célébré par avance à la gloire du Grand Genève, le Léman Express - financé essentiellement par la Suisse pour ne servir qu'aux travailleurs français - va attirer surtout des nuisances. L'UDC a été le seul parti à combattre la démesure.

Le 15 décembre prochain, on nous annonce un miracle, une révolution : le Léman Express, soit la mise en service d'un réseau transfrontalier dont on nous rebat les oreilles depuis de nombreuses années. Selon le Conseil d'Etat genevois, le Léman Express attirera chaque jour dans l'hyper-centre genevois déjà surpeuplé, plus de 50'000 pendulaires, sur 240 trains en provenance de la Région Auvergne Rhône-Alpes, l'Ain, la Haute-Savoie, ainsi que du canton de Vaud. Le rêve. Favoriser l'entrée à Genève de dizaines de milliers de travailleurs frontaliers ainsi que d'une nouvelle criminalité pro-

grammée qui, elle aussi, sait prendre le train en marche !

La mise en service du Léman Express n'aurait pas été possible sans la réalisation de l'onéreuse ligne CEVA (Cornavin-Eaux-Vives-Annemasse), dont les coûts n'ont cessé de prendre l'ascenseur, passant de 941 millions en 2008 1,675 milliard en 2018.

Avec les aménagements communaux, la note du CEVA dépassera les 2 milliards. La participation de la France à cette infrastructure se limite, quant à elle, à la prise en charge des 2,5 km sur son territoire...

Pour l'anecdote, on se souvient que

nos autorités avaient volontairement omis d'installer des toilettes dans les gares, question de diminuer les coûts !

Un bon Genève, plutôt qu'un grand Genève !

Soyons clairs, Genève est le dindon d'une véritable farce : le Léman Express bénéficiera principalement à la France et aux Français. Son arrivée ne présage rien de bon quand on sait que de plus en plus de résidents genevois sont à la recherche d'un emploi. Ces trains exacerberont encore davantage la concurrence sur le marché du tra-

« On va favoriser l'entrée à Genève de dizaines de milliers de travailleurs frontaliers ainsi que d'une nouvelle criminalité programmée qui, elle aussi, sait prendre le train en marche ! »

vail et participeront au sentiment de frustration, voire d'humiliation des Genevois, qui se retrouvent sur le carreau, remplacés par des personnes sans attaches avec la Suisse et venant de plus en plus loin, de France et de toute l'Europe.

L'UDC est le seul parti à dire « halte à la démesure ! » depuis de nombreuses années. Nous ne voulons pas de ce Grand Genève ! Mais d'un bon Genève. Notre République et canton n'est pas une banlieue, ni un département, encore moins une sous-préfecture ou une annexe de la France. ■

Liberté et sécurité.



Conseil national, votez UDC

Liste 1





Céline Amaudruz

- ✚ Profession : Gestionnaire de fortune
- ✚ Fonctions : Vice-présidente UDC Suisse, Conseillère nationale, Présidente UDC-Genève
- ✚ Domicile : Genève
- ✚ Année de naissance : 1979

« J'ai eu la chance de naître Suisse. Ce que mon pays m'a donné, je tiens à le lui rendre. En tant qu'UDC, je veux préserver la liberté, l'indépendance et la démocratie directe de notre pays face aux partisans de l'Union européenne. »

Signer l'accord-cadre serait pire encore qu'adhérer à l'Union européenne

Par la signature d'un « accord » cadre, l'Union européenne entend imposer à la Suisse qui n'est pas membre de l'UE les mêmes obligations que si elle en était membre. Il ne serait plus possible de voter sur les sujets couverts par des traités. Or la fin de la démocratie directe, ce serait la fin de la Suisse. Seule l'UDC l'a compris.

Nos rapports avec l'Union européenne constitueront l'un des enjeux phares de la prochaine législature. Notre voisine vient de renouveler son parlement et sa commission avec lesquels nous allons devoir composer. La question de l'accord-cadre reste ouverte et il faudra bientôt apporter une réponse, Bruxelles s'impatiente. On peut la comprendre. Les dispositions figurant dans le texte constituent ni plus ni moins une mise sous tutelle de notre pays. Les partisans de l'accord nous expliquent que la démocratie directe que nous connaissons ne sera en rien entravée dans la mesure où la Suisse restera toujours libre d'appliquer les décisions de la commission ou non. C'est ce qu'on nous dit maintenant. Ce n'est pas un discours nouveau. Nous l'avons entendu avec Schengen tout récemment. Nous pouvions dire non au durcissement de la loi sur les armes mais les représailles auraient été terribles, nous aurions dû quitter Schengen. Ainsi, seule l'UDC s'est engagée en faveur du tir, un sport national, une tradition helvétique. Toutes les autres formations politiques, pour des motifs divers allant de la volonté de désarmer les honnêtes gens à la nécessité de complaire à Bruxelles se sont pliées devant ce qu'il faut bien appeler un diktat. Si nous signons l'accord-cadre, il en sera à chaque fois ainsi. Nous pourrions rester maîtres de nos décisions mais à chaque désaccord, nous devrions céder faute de quoi nous serions livrés au feu de l'enfer. Bien évidemment, on nous rassure. Il y aura un tribunal arbitral qui sera chargé de régler les différends, notre pouvoir décisionnel sera ainsi préservé. Sauf que ce tribunal n'aura que des prérogatives restreintes, pour l'essentiel celle de constater son incompétence et de transmettre le dossier à la Cour de Justice de l'Union Européenne, organe suprême à qui reviendrait la compétence de se prononcer sur nos décisions démocratiques.

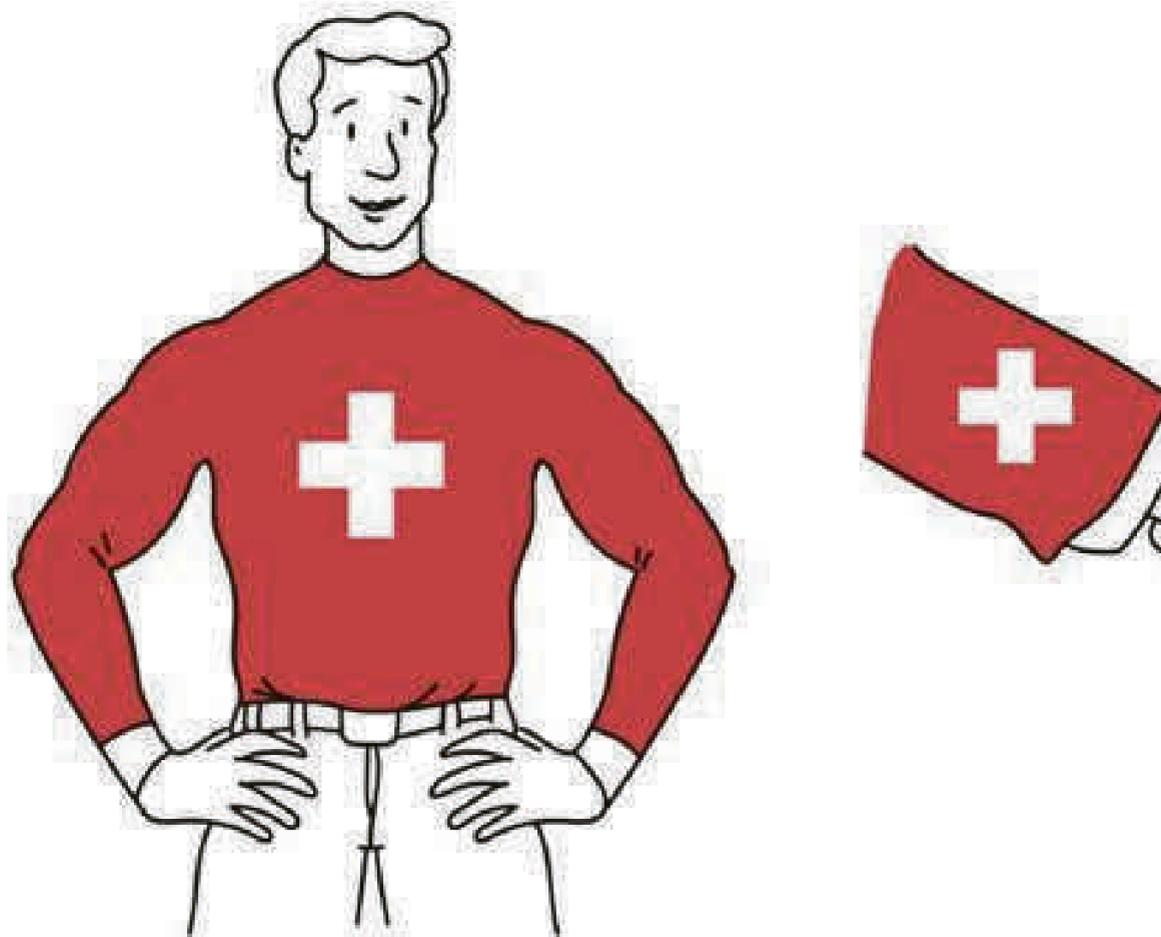
Genève, une cible de choix

Dans la pratique, Bruxelles imposera ses vues d'une manière ou d'une autre, quels que puissent être nos choix démocratiques. On l'a vu lorsqu'il a été question de mettre en œuvre les initiatives pour l'expulsion des criminels étrangers ou contre l'immigration de masse. Le monde politique est allé servilement prendre ses ordres à Bruxelles pour travestir la volonté populaire en faveur de la Commission. L'Union européenne prévoit de passer du délai d'annonce obligatoire pour

les travailleurs détachés de 8 jours à un délai possible de 4, ce qui ne va pas faciliter le travail des contrôleurs. Ce n'est pas anecdotique. Notre canton représente une proie de choix pour les entreprises étrangères qui détachent

prévus ne manqueront pas de générer. On peut notamment citer l'extension souterraine de la gare de Cornavin, dévisée à 1,652 milliard, dont le chantier devrait débuter en 2024. Que se passera-t-il dès lors qu'une telle réalisation

sous-enchère et de mise à mal des conventions collectives, berceaux de la paix du travail dont nous profitons. En conclusion, nous ne saurions nous contenter du seul horizon européen. En refusant l'accord-cadre qui rédui-



« Les dispositions figurant dans le texte de l'Accord-cadre constituent ni plus ni moins une mise sous tutelle de notre pays. »

se trouvera freinée comme c'est le cas pour le hangar des TPG ? On ne risque rien à envisager que les mêmes causes produiront les mêmes effets. Les syndicats ne s'y sont pas trompés, qui rejettent l'accord au vu des risques de

rait la Suisse au rang de sous-préfecture, c'est au monde que nous nous ouvrons, un monde qui attend de nous indépendance et neutralité pour rester cette Genève internationale dont nous sommes si fiers. ■



Yves Nidegger

- ✚ Profession : Avocat
- ✚ Fonctions : Conseiller national, Vice-Président de l'UDC-Genève
- ✚ Domicile : Genève
- ✚ Année de naissance : 1957

« Plus les frontières s'abaissent sous la pression du droit international économique, plus les peuples du monde rêvent de disposer, comme en Suisse, de leviers politiques aptes à juguler les vents brutaux de la mondialisation. »

Liberté et sécurité.

Je le veux. Je le vote.



Chômage : des chiffres faux qui cachent (mal) la réalité de la libre circulation

Chaque mois, le département de l'emploi genevois se félicite d'un chômage en diminution qui en réalité ne reflète pas la véritable situation du marché du travail. Genève reste de toute façon le canton le plus touché par ce fléau. Il est impératif de redonner de la souplesse au marché du travail.

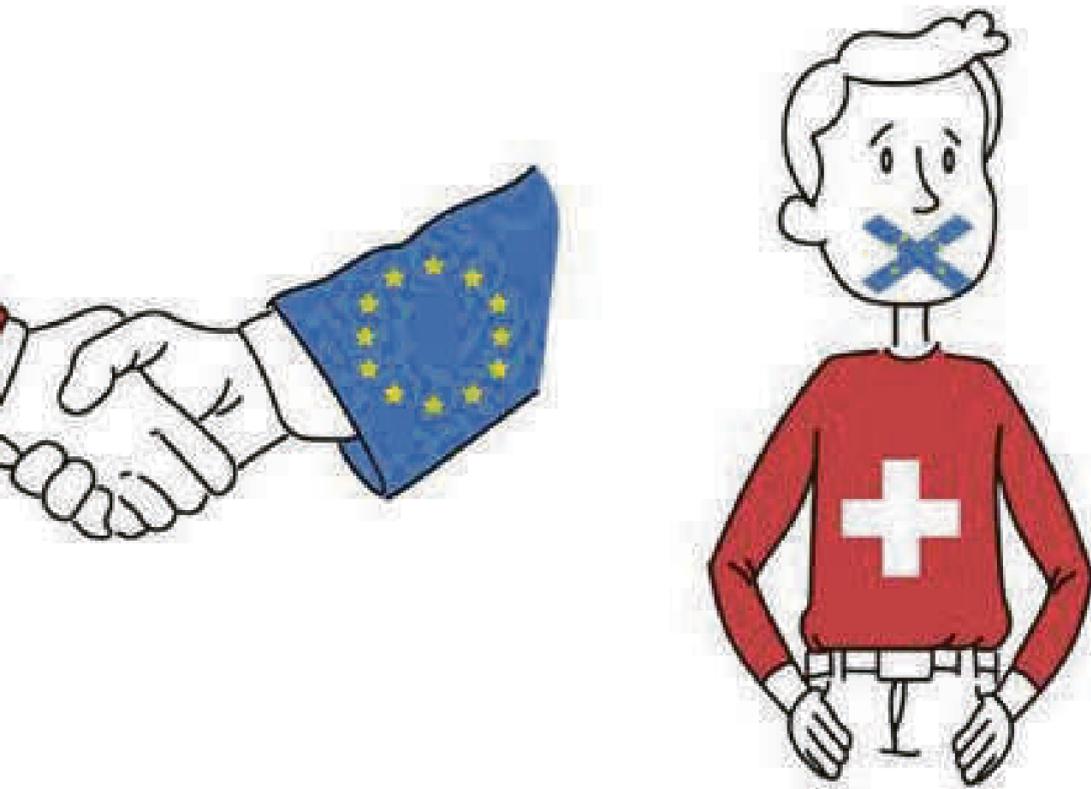
On fait sonner les trompettes, on se congratule. Chaque mois, le Département genevois de l'emploi se fend d'un communiqué de presse commentant les «bons» chiffres du chômage à Genève en comparaison internationale.

En oubliant assidument de préciser deux choses. Premièrement, les chiffres du SECO (Secrétariat d'Etat à l'économie) ne sont pas les mêmes que ceux émanant de l'Organisation internationale du travail (lire-ci-dessous),

Deuxièmement, Genève est le canton suisse le plus touché (double de la moyenne suisse) par le chômage et son taux reste incompressible depuis des années. C'est ainsi qu'en juillet dernier, on a annoncé un taux officiel de

3,8% (2,1% au plan national), selon les chiffres de l'OIT, bien entendu. L'UDC se bat pour la vérité. Elle veut redonner de la souplesse au marché du travail afin de se protéger d'un chômage qui détruit la vie de milliers de Genevois, au moment où le nombre de frontaliers a pris l'ascenseur l'an dernier (2,4% de plus au deuxième trimestre 2019 par rapport à la même période l'an dernier).

Seulement voilà. La bureaucratie suisse et genevoise fait tout pour mettre les bâtons dans les roues des entrepreneurs. Certes, la Suisse se situe encore en assez bonne position économique, 19e au classement mondial par PIB. Mais la productivité stagne et en termes de revenu par habitant, notre pays a perdu du terrain depuis les années 80 en comparaison avec d'autres états. L'emploi ne progresse que dans le secteur public, les administrations, la



A Genève, on paye la casse !

Comment calcule-t-on le nombre de chômeurs ? Et bien cela dépend, selon que l'on calcule comme l'Organisation internationale du travail (OIT) ou selon le Secrétariat d'Etat à l'économie (Seco). Les chiffres annoncés par ce dernier - souvent retenus - sont toujours plus faibles que ceux de l'OIT... Pourquoi ? Parce que le Seco considère le nombre de personnes au chômage comme celles étant inscrites auprès d'un office régional de placement uniquement. En clair, les demandeurs d'emploi qui n'ont pas ou qui n'ont plus droit aux indemnités ne sont pas comptabilisés : ils se retrou-

vent du coup dans les comptes de l'Hospice général, dont les bénéficiaires sont en vertigineuse augmentation depuis plusieurs années d'ailleurs. En 2017, 14,4% des résidents genevois ont bénéficié d'une aide de l'Etat (aide financière essentiellement, mais aussi allocation de logement, prestations complémentaires familiales, etc.). Rien que pour loger des gens à l'hôtel, Genève dépense 20 millions de francs par an. Tout ceci aux frais du contribuable bien sûr et grâce à la libre-circulation imposée par Berne ! Et à Genève, on assume cette «casse» et on redemande même. ■



Marie-Agnès Bertinat

- Profession : Courtepointière et secrétaire à l'UDC-Genève
- Fonction : Candidate au Conseil national
- Domicile : Genève
- Année de naissance : 1988

« Aujourd'hui, un citoyen voit la moitié de ses revenus prélevés par l'Etat. Pas de quoi encourager les Suisses à fonder une famille. Je défendrai à Berne toutes les propositions qui vont dans le sens d'allègements fiscaux pour la classe moyenne. »



Michael Andersen

- Profession : Consultant en fiscalité
- Fonction : Vice-président du conseil municipal
- Domicile : Vandoeuvres
- Année de naissance : 1991

« Je porterai haut et fort les couleurs de notre canton afin de défendre ses intérêts. Les thèmes qui me tiennent à cœur sont notamment l'aménagement du territoire et la mobilité. Je lutterai également afin que la Suisse conserve son indépendance. »

« Alors que les PME ont un rôle indispensable à jouer dans le réseau économique et social, on est sans arrêt en train de leur augmenter les charges patronales. Trop c'est trop ! »

santé publique et le social. On oublie qu'en Suisse, plus de 99% des entreprises sont des PME employant moins de 250 personnes et que les deux tiers des salariés suisses travaillent dans ces PME. Alors que ces sociétés ont un rôle indispensable à jouer dans le réseau économique et social, on est sans arrêt en train de leur augmenter les charges patronales. Trop c'est trop. Jusqu'à quand les petits patrons vont-ils pouvoir tenir ? Consciente de cette situation, l'UDC s'engage pour la bonne marche et la survie des entreprises. Au cours des dernières législatures, les conseillères nationales et conseillers nationaux UDC l'ont prouvé en soutenant, sous la Coupole, les projets favorables aux PME. Le plus grand parti de Suisse veut faire cesser l'activisme croissant de l'Etat. Il veut rendre davantage de souplesse au marché du travail, en le modernisant et en même temps en renforçant l'indépendance de notre pays. Cela signifiera, concrètement, moins de bureaucratie et plus d'emplois. ■

UDC
LISTE N°1

Pierre Schifferli

- Profession : Avocat
- Fonction : Ancien député, ancien Constituant
- Domicile : Genève
- Année de naissance : 1947

« La Suisse doit se protéger pour conserver son indépendance et sa souveraineté démocratique face aux effets de l'Union européenne de soumettre notre Patrie à ses exigences coloniales. »



Même en été, il a fallu patienter dans les embouteillages à Genève et ce n'est de loin pas fini avec tous les chantiers à venir.

Faire sauter les interdictions et... les bouchons !

Déviations, restrictions, interdictions, sens uniques, et on en passe. Côté circulation, Genève reste complètement paralysée, même en plein été. La cinquantaine de chantiers ouverts cette année n'améliore pas les choses. L'UDC a pourtant proposé des solutions efficaces !

UDC
LISTE N°1

Thomas Bläsi

- Profession : Pharmacien
- Fonctions : Député, ancien chef de groupe, ancien Constituant
- Domicile : Genève
- Année de naissance : 1971

« Engagé et membre du comité directeur de l'association Suisse des assurés (ASSUAS), j'entends poursuivre cet engagement au Conseil National en travaillant à rendre notre système de santé économiquement supportable pour mes concitoyens. »

On veut interdire les véhicules 4x4, faire payer 20 centimes de plus par litre de carburant, réserver des places de parc dans les villes exclusivement aux voitures électriques, interdire la circulation d'automobiles et de deux roues quatre dimanches par an. La liste n'est malheureusement pas exhaustive. Mais c'est notamment ce que la gauche et les Verts veulent nous nous faire avaler. A l'UDC, on s'oppose bien entendu à toutes ces interdictions ubuesques. Au nom de la liberté de chacun de pouvoir circuler comme il l'entend et avec le moyen de transport dont il a envie, y compris en voiture, un terme qui résonne parfois comme un gros mot dans le débat politique actuel...

C'est simple, l'UDC est le dernier parti dans notre pays à défendre les automobilistes, accusés de tous les maux mais dont les impôts servent à financer de nouvelles infrastructures de transports collectifs comme le Léman Express, qui, à entendre certains politiciens genevois, devrait régler tous les problèmes de circulation dans le Grand Genève et même au-delà de nos frontières. La belle affaire ! En attendant le 15 décembre et l'arrivée de ces rames « miracle », force est de constater que « ça coince » toujours dans les rues genevoises. Année après année, la cité de Calvin conserve le record suisse du bouchon routier. Selon un classement réalisé en 2018 par le fabricant de systèmes GPS (le TomTom traffic index) Genève se retrouve au 65^e rang mondial, sur un total de 403 villes.

Certes, on est loin de Bombay, Bogota et Lima, classées respectivement 1^{er}, 2^e et 3^e du classement. Mais à Genève comme à Shanghai, les bouchons commencent tôt le matin pour se terminer le soir...

Gabegie et... impatience

Même cet été, alors que les Genevois prenaient des vacances, il a fallu patienter dans une circulation paralysée. Et oui, 2019 est une année particulière avec près de 50 chantiers à forts impacts sur les déplacements qui perturbent la circulation de tous les côtés du canton, de la route de Chêne aux Eaux-Vives en passant par la route des Nations, Bernex, etc. Déviations, restrictions, interdictions, sens uniques, etc. bref, la gabegie la plus totale ! Et que nous répondent les autorités ? Qu'il faut savoir se montrer patients et que, ma foi, Genève rattrape les retards pris en matière d'infrastructures de mobilité, devant répondre aux vrais besoins de la Genève d'aujourd'hui et de demain...

Des ferries

En attendant demain et un bouclage routier que ne devrait pas voir le jour avant plusieurs décennies, il convient de trouver des solutions efficaces. Des alternatives existent, l'UDC en a déjà proposées comme une traversée du lac au moyen de ferries ne nécessitant que peu d'infrastructures

et pouvant être mise en place rapidement sans péjorer les finances publiques. Une motion UDC a été adoptée en 2009 par le Grand Conseil. Depuis, le Conseil d'Etat s'est endormi dessus en comptant les bouchons...

Qu'attend-on pour s'attaquer enfin à ce projet ? Une chose est sûre, cet automne, aux élections fédérales, l'UDC se tient prête à faire sauter tous les bouchons genevois. ■

Stop aux bus diesel : L'Etat doit balayer devant son propre pot d'échappement

L'UDC a déposé ce printemps un projet de loi ambitieux qui demande l'ouverture d'un crédit de subvention cantonale d'investissement de 278,4 millions de francs. La somme doit permettre aux Transports publics genevois (TPG) de transformer leur flotte diesel (232 autobus) en bus électriques ou à zéro émission d'ici à 2024, soit avec quatre ans d'avance sur le plan d'actions gouvernemental, lequel prévoit pour 2030 la sortie du diesel comme moyen de propulsion parmi les véhicules TPG. L'UDC-Genève a planché sur le bus TOSA que les Genevois connaissent, un modèle 100% électrique qui se recharge aux arrêts. Une innovation «made in Geneva» d'ailleurs, issue

d'un partenariat entre les TPG, ABB Sécheron, les Services industriels genevois et l'Office de Promotion des Industries et Technologies. «L'Etat, qui promeut l'utilisation de véhicules propres par les particuliers, devrait donner l'exemple en accélérant la sortie des véhicules diesel du parc de transports collectifs pour le bien de notre santé et de notre environnement», constate l'UDC-Genève, rappelant que la réduction des émissions polluantes en milieu urbain et suburbain passe par le remplacement des moteurs thermiques par d'autres sources de propulsion, s'incluant dans des modes de déplacement dits «à zéro émission».

Halte à la bétonisation de masse !

Faire venir encore et encore des dizaines de milliers d'étrangers supplémentaires chaque année en Suisse, c'est vouloir consommer plus d'eau, plus de CO₂ et plus de béton. L'UDC dit halte à l'incohérence !

L'immigration incontrôlée détruit de plus en plus d'espaces naturels. Il y a onze ans, la Suisse comptait 7,6 millions d'habitants. Aujourd'hui, la population s'élève à 8,6 millions. Les projections évoquent une Suisse de 10 millions d'habitants en 2035. Et les milieux de gauche exigent encore que le changement climatique soit considéré comme un motif donnant droit au statut de réfugié, ce qui conduirait à l'arrivée de dizaines de milliers de migrants supplémentaires. Veut-on se retrouver étranger dans son propre pays ? Hors de question. Et si les chiffres sont parlants, la réalité l'est encore davantage. Accueillir toute la misère du monde, c'est vouloir consommer davantage d'eau, de CO₂ et d'énergie; c'est vouloir bétonner tout le paysage, par la construction de logements, de routes, d'écoles et, bien sûr, de centres d'hébergements pour les migrants comme à Lancy, Satigny ou aux Acacias. Dans le canton de Genève, d'autres projets sont en cours de construction. On le voit, aujourd'hui déjà, la politique d'asile désastreuse de la Confédération met à rude épreuve la solidarité d'une population genevoise et suisse, laborieuse et contribuable. L'UDC est le seul parti à combattre l'immigration de masse. Tous les autres l'encouragent à un titre ou à un autre. ■



Environnement : un appel au bon sens

Alors que le PS et les Verts de tous poils instrumentalisent le climat pour gagner des sièges et augmenter les impôts, l'UDC se concentre sur des mesures efficaces.

Le changement climatique inquiète. Et n'angoisse pas seulement la petite Suédoise devenue le gadget électoral de la gauche européenne, des verts et de quelques autres. Les écoliers en profitent pour sécher les cours, les partis verdissent à toute vitesse pour paraître dans le vent et tenter de se faire élire. Mais à l'UDC, on a toujours pensé écologie. En en tablant sur le bon sens et la responsabilité individuelle des Suisses qui n'ont pas attendu Greta pour se préoccuper de la qualité de leur environnement. Sans grève, en agissant au jour le jour: produire et acheter local, combattre le bétonnage, recycler, miser sur des technologies nouvelles et plus économiques, gérer l'immigration, principale pression sur l'environnement, modérer nos exigences dans la vie quotidienne en se disant

que l'on n'a pas absolument besoin du dernier smartphone. Les démarches efficaces ne manquent pas. C'est peu spectaculaire mais ça marche : la Suisse est de loin le meilleur élève de l'OCDE en matière de qualité de l'environnement. Malgré les oiseaux de mauvais augure qui ne cherchent qu'à alarmer sur le réchauffement climatique, l'environnement en Suisse est de qualité. En comparaison internationales, nos sols et nos cours d'eau sont en excellent état, les émissions de substances nocives sont en diminution constante dans notre pays comme celle de CO₂ et autres gaz à effet de serre. Ces résultats ne sont pas le fruit du hasard. La Suisse est championne du recyclage et très bonne élève en matière de transition énergétique. Nul besoin d'inventer de nouvelles taxes bidon et

autres redevances alibis dont on sait parfaitement qu'elles n'auront aucun effet sur le climat mais qu'elles ne servent qu'à pomper une part toujours plus grande part des ressources des ménages privés pour les confier à un Etat qui en devient obèse et de plus en plus autoritaire. Seule l'UDC a osé dénoncer cette dérive en réaffirmant cette vérité simple : on ne règle pas tout avec les taxes !

Le soleil n'est ni de gauche ni de droite

L'UDC privilégie l'action à la grève. La responsabilité de chacun à la dénonciation hystérique. Elle s'intéresse aux énergies renouvelables mais sur le terrain : pendant d'autres consacraient leur été à inventer de nouvelles taxes en

guise de programme électoral de rentrée, les conseillers nationaux genevois Céline Amaudruz et Yves Nidegger se rendaient en juillet sur la base de SolarStratos, à l'aérodrome de Payerne, pour y assister à un cycle de conférences sur les technologies de pointes en matière d'énergie et de mobilité solaires. « Le soleil n'est ni de droite, ni de gauche », a pu constater l'UDC-Genève qui tient à mettre en avant l'innovation, la responsabilité individuelle et la souveraineté énergétique. Pour la gauche monothématique, un nouveau problème c'est toujours un nouvel impôt. Pour l'UDC, un nouveau problème, c'est l'opportunité d'une nouvelle solution, pragmatique, innovante, économique et créatrice d'emplois. Sans bureaucratie inutile. ■



André Pfeffer

- ✚ Profession : Responsable d'une PME
- ✚ Fonction : Député
- ✚ Domicile : Choulex
- ✚ Année de naissance : 1956

« Depuis la libre circulation, l'augmentation des travailleurs étrangers est supérieure aux postes créés. Malgré cette augmentation des actifs, le montant global des salaires versés a stagné. Le pouvoir d'achat des Genevois a diminué ! »



Claude Laporte

- ✚ Profession : Avocat
- ✚ Fonction : Candidat au Conseil national
- ✚ Domicile : Hermance
- ✚ Année de naissance : 1975

« L'UDC est l'un des très rares partis conservateurs qui subsistent en Europe occidentale avec des positions cohérentes et dans la fidélité à ses racines. »



UDC
LISTE N°1

Andrey Nazheskin

- ✚ Profession : Directeur d'entreprise / Entrepreneur
- ✚ Fonction : Candidat au Conseil national
- ✚ Domicile : Vaduz
- ✚ Année de naissance : 1982

« La Suisse possède l'un des plus importants potentiels économiques du monde. Il est impératif de le réaliser en renforçant la compétitivité du pays afin d'améliorer la qualité de vie de nos concitoyens. »



Dans le canton de Genève, les postes de douanes vides sont légion, comme ici à la Croix-de-Rozon.

Avec Schengen, les gardes-frontière suisses ne s'occupent plus que de l'aéroport : insuffisant !

Le gouvernement genevois veut faire croire qu'un contrôle de la seule frontière extérieure de l'espace Schengen (zone non-Schengen de l'Aéroport de Genève) suffirait à notre sécurité. La réalité démontre le contraire.



UDC
LISTE N°1

Eric Bertinat

- ✚ Profession : Secrétaire général UDC-Genève
- ✚ Fonction : Conseiller municipal Ville de Genève
- ✚ Domicile : Genève
- ✚ Année de naissance : 1956

« Que dirai-je de plus ? Tout se résume en ceci qu'un pessimisme mesuré et vigilant constitue encore le meilleur ressort de l'équilibre des individus et de la stabilité des sociétés. »
(Gustave Thibon)

Suite aux attentats de Paris en décembre 2015, la France a réinstallé les contrôles à sa frontière avec la Suisse jusqu'au mois de novembre 2017. Le résultat fut immédiat : les vols, les cambriolages et le trafic de drogue ont baissé à Genève et explosé à Annemasse, Saint-Julien et Annecy car les délinquants craignant les contrôles ne traversaient plus la frontière franco-suisse.

Selon les chiffres fournis durant cette période par la préfecture de Haute-Savoie, la criminalité a connu une aug-

pmentation spectaculaire, côté français, avec le renforcement des contrôles aux douanes qui ont fait suite aux attentats de Paris. Les bandes originaires des pays de l'Est, des Balkans et de Géorgie ont alors frappé beaucoup plus du côté français, où ils sont basés. Le service de presse de la police genevoise a confirmé un net recul des cambriolages au mois de décembre 2015 (-14% par rapport à 2014) dont Pierre Maudet s'est empressé de s'auto-glorifier, à tort. Idem pour les trafiquants de stu-

« Le lien très clair entre criminalité et absence de contrôle aux frontières démontre pour ceux qui en doutaient encore que Schengen est un problème et non une solution. »

péfiants français, en fait essentiellement albanais, qui hésitaient alors à s'approvisionner à Genève en cocaïne et en héroïne parce que la frontière était surveillée. Les dealers et les consommateurs français qui avaient pris l'habitude de se retrouver en Suisse où les sanctions sont incomparablement plus légères qu'en France, ne prenaient plus le risque de traverser la frontière et se rabattaient sur Annecy où le trafic était devenu intense.

Vite, des contrôles aux frontières !

Trois leçons sont à tirer de ce constat : Premièrement, la suspension de l'accord de Schengen est bénéfique pour la sécurité d'un canton frontière comme Genève, bien desservi par des autoroutes et chroniquement beaucoup plus exposés aux cambriolages et autres actes de criminalité transfrontalière que les cantons de Suisse centrale ou même de grands centre urbains comme Zurich, ce que démontrent les statistiques fédérales. Le lien très clair entre criminalité et absence de contrôle aux frontières démontre pour ceux qui en doutaient encore que Schengen est un problème et non une solution. Deuxièmement, la sécurité s'améliore lorsque les criminels étrangers restent... à l'étranger. L'expulsion systématique des personnes condamnées avec interdiction de revenir sur le territoire suisse pour une durée de 5 à 20 ans constitue donc

bien une réponse adéquate aux problèmes de sécurité d'une Suisse beaucoup trop facile et donc attractive. Troisièmement, la baisse de la criminalité constatée en 2016 et 2017 correspond à une baisse de la criminalité importée. Elle n'est due à aucune politique particulière des autorités cantonales, encore moins à la disparition spontanée d'un problème, mais à l'action des gardes-frontières. Il fallait donc s'attendre à une nouvelle explosion de criminalité étrangère dès la fin de l'état d'urgence si la Suisse ne réintroduisait pas ses propres contrôles aux frontières, comme seule l'UDC le demandait. Cela n'a pas manqué de se produire avec deux attaques à mains armées en 2018 et des incursions de plus en plus audacieuses dans les bijouteries, commerces et banques genevoises, à l'exemple de cette agression simultanée de deux agences bancaires à Champel, commises lundi 12 juillet au matin par deux malfrats qui se sont enfuis sur un scooter aux plaques françaises.

Pour les seuls six premiers mois de 2019, ce ne sont pas moins d'une vingtaine de braquages qui ont été commis à Genève à proximité de la frontière et une dizaine d'attaques de distributeurs de banques et de stations-service rien qu'en mai et juin. Kalachnikov, explosifs et autres bonbonnes à gaz sont utilisés sans vergogne depuis que la pègre se trimbale à nouveau sans souci entre la France et la Suisse. Sans oublier les quelques 300 cambriolages qui se

« La baisse de la criminalité constatée en 2016 et 2017 correspond à une baisse de la criminalité importée. »

commettent chaque mois à Genève. En cause, un engagement irresponsable au niveau fédéral et cantonal des effectifs des gardes-frontière. Fort d'environ 350 membres, la moitié de l'effectif genevois est à disposition de l'aéroport pour le seul contrôle des passeports ! Sans cette décision très surprenante, Genève disposerait, comme par le passé, d'une couverture suffisante à ses frontières. A cause de Schengen, il arrive qu'il ne reste qu'un seul garde-frontière pour patrouiller de nuit sur toute la frontière terrestre avec la France. A quoi servent les voitures balisées et les équipements modernes si tout l'effectif est occupé à Cointtrin avec pour seule arme un timbre humide ?

L'UDC avait prévu cette situation dès 2007 en s'opposant à Schengen. Dès 2012, l'UDC avait déposé une motion à Genève (M 2015-A) : former des auxiliaires comme à Zurich, retrouver la totalité des effectifs des gardes-frontière pour les engager... sur la frontière. Pierre Maudet s'y était opposé. A force d'insistance à Berne, l'UDC a obtenu un renforcement (encore insuffisant) des effectifs de gardes-frontière sur la frontière genevoise. ■

La Suisse reste un Eldorado pour les délinquants

Les Tribunaux renâclent à renvoyer les criminels étrangers et à prononcer des peines à la hauteur des crimes commis. Ces derniers savent que les peines sont très clémentes en Suisse et qu'ils ont peu de chances de se faire expulser après que la loi de l'UDC sur le renvoi des criminels étrangers ait été édulcorée par le parlement.

Ce n'est pas l'UDC qui le dit mais les criminels eux-mêmes. Oui, la Suisse est un Eldorado. Au pays du chocolat, on trouve des commerces attirants et plein de gens à détrousser dans les rues. A Genève, on «rencontre» des stations-service à braquer à deux pas de la frontière et cerise sur le gâteau, les peines de prison sont beaucoup plus clémentes que chez nos voisins français. Sans oublier que les conditions de détention restent beaucoup plus «sympathiques» à Champ-Dollon qu'à la prison de Lyon...

Violence en augmentation

Une chose est sûre : les criminels étrangers rigolent en évoquant la Suisse. Prenez ce Français, déjà condamné, ayant participé au braquage du change Migros de Thônex en 2016. A Genève, le tribunal correctionnel l'a condamné à cinq ans de prison. Ses présumés complices, eux, ont écopé de 8 et 10 ans devant la Cour d'Assises de Lyon pour la même affaire. Qui dit mieux ? Depuis plusieurs années, la Suisse n'est plus ce petit état classé parmi les plus sûrs du monde. En 2017, un cambrioleur pénétrait toutes les 13 minutes dans un appartement ou une maison, à Genève, Zurich, Lugano etc. On le sait, la Suisse est devenue l'une des destinations euro-

« On le sait, la Suisse est devenue l'une des destinations européenne favorite des bandes de criminelles venues des Balkans, de l'Est ou de l'autre côté de la Méditerranée. »

peenne favorite des bandes de criminelles venues des Balkans, de l'Est ou de l'autre côté de la Méditerranée. A Genève, la situation a atteint des sommets en 2012 lorsque le canton a enregistré 19% d'augmentation des infractions. En termes de délits par habitants, la Cité de Calvin détenait alors le triste record de 217 infractions pour 1000 habitants contre 139 à Zurich. Depuis, les chiffres de la criminalité se sont un peu tassés. Mais ce qui inquiète en revanche, c'est l'augmentation de la violence. Que l'on évoque les violences sexuelles, domestiques, envers les fonctionnaires ou les violences «gratuites», quand on sait que l'on peut se faire «fracasser» pour «un mauvais regard».

Les aînés, cible des criminels

Les personnes du 3^e âge sont hélas la cible des criminels qui font basculer leur vie en quelques secondes. Tout le monde se souvient de cette femme de 79 ans, séquestrée à son domicile de



Boris S., braqueur qui aime Genève !

Chêne-Bourg en 2012, ligotée dans sa baignoire par deux hommes de 22 et 25 ans, de nationalité algérienne, déjà condamnés à 8 et 13 reprises ! Deux tristes individus que l'on ne pourra certainement pas renvoyer dans leur pays, faute d'accord de réadmission entre la Suisse et l'Algérie...

Ce n'est toujours pas l'UDC qui le dit mais les statistiques. Elles montrent que la Suisse héberge dans ses prisons l'une des plus fortes proportions de détenus étrangers en Europe : sept prisonniers sur dix. Plus précisément, la proportion d'étrangers dans les prisons de Suisse s'élève à 71,4% alors qu'elle est de 15,9% en Europe. Si, en 2010, le peuple suisse a approuvé

« La Suisse héberge dans ses prisons l'une des plus fortes proportions de détenus étrangers en Europe : sept prisonniers sur dix. Plus précisément, la proportion d'étrangers dans les prisons de Suisse s'élève à 71,4% alors qu'elle est de 15,9% en Europe. »

« On constate, malheureusement, que les délinquants étrangers continuent de bénéficier d'une grande clémence en matière d'expulsion. »

à une majorité de 52,9% l'initiative populaire de l'UDC pour le renvoi des étrangers criminels - la loi d'application est entrée en vigueur en octobre 2016, durcissant pour les tribunaux les prescriptions sur l'expulsion des étrangers criminels - on constate, malheureusement, que les délinquants étrangers continuent de bénéficier d'une grande clémence en la matière. «Même lorsque l'on va les chercher

pour les ramener dans un pays avec lequel nous avons un accord, ils font tout pour ne pas entrer dans l'avion, explique un policier, quitte à se mettre en danger. Du coup, ce qui se produit souvent, c'est que le commandant de bord, lui-même, refuse ces gens pour ne pas créer de problèmes avec les autres passagers», explique un policier genevois.

Année après année, l'UDC exige au parlement fédéral de durcir les peines dans le code pénal afin de protéger la population contre les actes de violence, notamment lorsque les agents de police sont pris pour cibles. Il est aussi urgent de durcir le droit pénal des mineurs. Mais les autres partis s'y opposent. Voilà pourquoi il faut plus d'élus UDC à Berne. Il convient aussi de rétablir les contrôles aux frontières. C'est le minimum. ■

Des vers pour notre pomme? Non merci!

Votez plutôt UDC



UDC JEUNES LISTE N°13



Virna Conti

- Profession : Etudiante en droit
- Fonctions : Présidente des jeunes UDC-Genève, vice-présidente des jeunes UDC Suisse
- Domicile : Bellevue
- Année de naissance : 1995

« La démocratie, c'est le gouvernement du peuple exerçant la souveraineté sans entrave. » (Charles de Gaulle)

UDC JEUNES LISTE N°13



Damien Guinchard

- Profession : Technicien audiovisuel
- Fonction : Vice-président de l'UDC-Genève
- Domicile : Carouge
- Année de naissance : 1990

« Pensez en Suisses et agissez en Suisses. » (Général Henri Guisan)

UDC JEUNES LISTE N°13



David Dournow

- Profession : Gestionnaire de commerce
- Fonctions : Vice-président des Jeunes UDC Genève et président de l'UDC Meyrin-Cointrin
- Domicile : Meyrin
- Année de naissance : 1989

« La politique devient grande lorsqu'elle écoute les petits. » (Roland Poupon)



UDC JEUNES
LISTE N°13

Mathieu Romanens

- ✚ Profession : Etudiant en droit
- ✚ Fonction : Candidat au Conseil national
- ✚ Domicile : Genève
- ✚ Année de naissance : 1993

« Le monde en sera pas détruit par ceux qui font le mal, mais par ceux qui les regardent sans rien faire. »
(Albert Einstein)



UDC JEUNES
LISTE N°13

Marc Leuenberger

- ✚ Profession : Etudiant en Haute Ecole de Gestion, assistant comptable
- ✚ Fonctions : Candidat au Conseil national
- ✚ Domicile : Genève
- ✚ Année de naissance : 1995

« La jeunesse apporte de la fraîcheur à notre système politique. Fraîcheur dont notre armée et notre économie ont besoin. »



UDC INTERNATIONAL
LISTE N°18

Gilbert Rochat

- ✚ Profession : Economiste
- ✚ Fonctions : Candidat au Conseil national
- ✚ Domicile : Hangzhou (Chine)
- ✚ Année de naissance : 1948

« L'uniformisation des modes de vie est le cancer de toute civilisation. Les hommes deviennent les membres inconscients d'un grand troupeau planétaire qui ne pense pas, ne se révolte pas et se laisse guider vers un avenir qui ne lui appartient plus. »

«Les lourdes dettes sont inévitables et irresponsables»

Le président de la Confédération Ueli Maurer rappelle que la dette de la Suisse se situe en bonne position par rapport aux autres pays.

Les dettes des Etats ne font plus l'objet des gros titres des médias, tel que c'était le cas il y a quelques années, lors de la crise financière. Comment évaluez-vous la situation aujourd'hui ?

Rappelons d'abord un principe : les dettes, ce sont des impôts qui n'ont pas encore été payés. On en reporte le paiement à plus tard. Un jour ou l'autre, le contribuable paie la facture. C'est pourquoi les lourdes dettes sont inévitables et irresponsables : une manière commode de vivre sur le dos d'autrui, aux dépens de la génération suivante.

Ce que l'on peut dire du point de vue de la Suisse c'est qu'à la Confédération, nous avons «fait le ménage», entre autres grâce au frein à l'endettement. Depuis des années, le volume de notre dette recule. Par exemple, la Confédération, pour la seule année écoulée, a diminué son endettement de CHF 5,8 milliards, ce qui a réduit notre endettement brut au niveau de CHF 99,4 milliards. Pour la première fois depuis 1997, ce résultat se situe sous les CHF 100 milliards.

Lorsque l'on compare ce résultat sur le plan international, on constate que nous nous trouvons dans une situation remarquable alors que dans nombre d'autres pays, l'endettement demeure élevé ou même s'aggrave. Mais il va sans dire que nous devons veiller au grain pour maintenir notre cap. Nous ne devons pas dormir sur nos lauriers.

On a l'impression que le secteur public croît plus vite que l'économie privée. Faut-il s'en inquiéter ? Comment estimez-vous l'évolution de la situation ?

A première vue, c'est effectivement le cas. La situation se présente en réalité de la manière suivante : en 2018 les dépenses courantes de la Confédération ont eu une croissance de 3,4 % alors que le produit national brut (PNB) a augmenté de 3,2 %. A vrai dire, le tableau n'est pas vraiment complet. Interviennent encore ici divers effets comptables. Par exemple la conséquence de l'introduction du Fonds pour les routes nationales et le trafic d'agglomération (FORTA) qui a nécessité une augmentation des dépenses de 1,2 milliards de CHF pour ces infrastructures. Un autre facteur de croissance a été la première comptabilisation dans le budget fédéral du supplément perçu sur les coûts de l'électricité. En fin de compte, le taux des dépenses demeure inchangé à 10,2% en 2018, soit à égalité avec les années 2017 et 2016.

En d'autres termes, vous sonnez la fin de l'alerte ?

Le danger c'est que lorsque tout va bien, comme c'est le cas en Suisse en ce moment, des demandes de dépenses arrivent de tous côtés. Cela se remarque aussi au Parlement qui décide



constamment de nouvelles tâches et de nouvelles dépenses, y compris celles qui ne sont pas nécessaires. L'État a tendance à s'accroître sans cesse, à s'octroyer toujours plus de compétences, à réglementer et à contrôler. Il doit exister une force qui oppose une résistance à cette tendance. Mais quand l'impression prédomine qu'il y a assez d'argent disponible et qu'on peut tout se permettre, une politique d'économies n'est populaire ni au parlement ni auprès du peuple. Bien que nous sachions tous que l'économie peut ralentir d'un jour à l'autre, le plaisir de dépenser est trop fort. Et le problème, c'est que comme les dépenses sont inscrites dans des lois, revenir en arrière est toujours compliqué.

Le projet de réforme des pays du G20 et de l'OCDE en matière d'imposition internationale des entreprises risque de coûter très cher à la Suisse. Que pouvez-vous entreprendre pour éviter le pire ?

Il existe en fait des projets visant à introduire des taxes fiscales minimales pour les grandes entreprises. On ne sait pas si cela va se produire et quelle forme pourrait prendre une telle mesure. Une chose est sûre : cela entraînerait à coup sûr des inconvénients pour notre pays. Nous avons vécu cela à de nombreuses reprises ces dernières années. Les grands États sont souvent

indolents, résistants aux réformes. Ils s'appliquent à se maintenir dans la compétition. Il leur est plus facile de contraindre leurs concurrents à péjorer leurs conditions-cadres plutôt que d'améliorer les leurs. Pourtant la concurrence mondiale est un moteur du progrès. Si on l'entrave, cela est nuisible à tous. En tout cas, nous ferons tout pour faire valoir cet argument avec d'autres petits États animés par l'esprit de saine concurrence.

Vous avez effectué plusieurs voyages à l'étranger depuis que vous êtes Président de la Confédération. Comment arrivez-vous à « vendre » la Suisse à l'étranger tout en continuant à garantir, pour notre pays indépendance économique et financière tout en résistant aux pressions de l'Union européenne ?

Ce qui est épatant, c'est que la Suisse, à vrai dire, se « vend » bien d'elle-même. C'est déjà bien qu'on n'en parle pas toujours en mal. La Suisse est connue dans le monde entier pour son « vivre ensemble » paisible, sa démocratie, sa fiabilité, sa propreté, la qualité de ses produits et services. Lorsque je suis à l'étranger, je ressens le plus souvent une admiration pour notre pays, sa prospérité et qui se trouve au sommet sur le plan international, dans de nombreux domaines. ■

Toujours plus d'impôts pour toujours plus d'Etat, jusqu'à la faillite ?

Avec 11,8 milliards de dette monétaire, à laquelle s'ajoutent des engagements dépassant les 14 milliards (13,5 milliards pour les rentes futures de la caisse de pension, un demi-milliard aux TPG et un solde encore indéfini pour la fondation BCGE), le passif réel du bilan du Canton de Genève dépasse les 26 milliards : de loin le canton le plus endetté de Suisse. Chaque nouveau Genevois vient au monde avec une dette 52'000 francs !

Mais ce n'est pas tout : les finances de la Confédération souffrent également d'une tendance aux dépenses excessives. Au cours de ces dernières années, les dépenses fédérales ont augmenté de plus de 3%, en moyenne, par an alors que la croissance économique ne s'élève qu'à 2%. «Un développement malsain» pour l'UDC qui s'engage encore et toujours pour un Etat «économe et svelte». Il faut rendre du pouvoir d'achat aux particuliers. L'action politique ne peut se résumer à créer sans cesse de nouveaux impôts pour financer de nouvelles tâches de l'Etat. ■

Stopper enfin la spirale des primes maladie !



Le système fédéral d'assurance santé inventé 1996 par la Conseillère fédérale socialiste Ruth Dreifuss est devenu complètement fou. Comme le monstre du Dr. Frankenstein, il échappe aujourd'hui aux politiciens censés le contrôler et se retourne contre ceux qu'il était censé protéger en précipitant vers la ruine de plus en plus de Genevois issus de la classe moyenne.

A Genève, les caisses maladies sont devenues le premier client de l'Office des poursuites et faillites et ceux qui tentent d'échapper à la spirale en optant pour des franchises élevées, se retrouvent sans couverture. Merci qui ? On se souvient tous de Ruth Dreifuss et de sa loi sur l'assurance-maladie (LAMal), entrée en vigueur en 1996. Merci Madame l'ancienne conseillère fédérale socialiste, qui avait promis à ce que chacun puisse bénéficier d'un système médical à un prix abordable ! Merci Madame Dreifuss ! Grâce à vous et à ce mensonge politique, les coûts des primes-maladie ont explosé en vingt ans. Sur la même période, les salaires ont peu évolué alors que la charge des

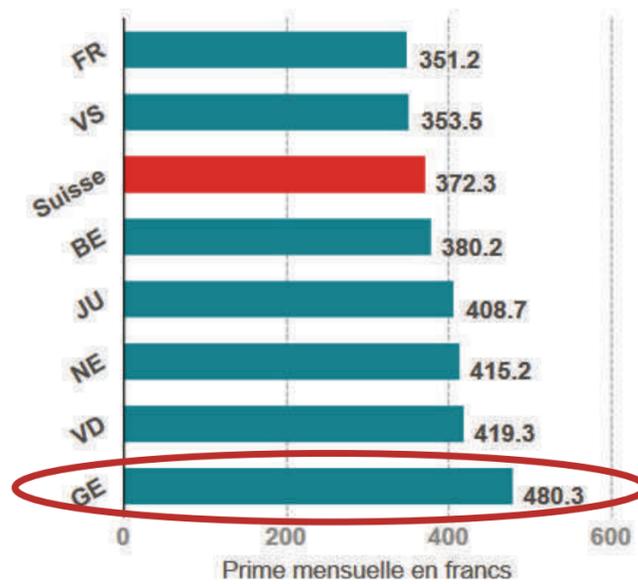
Les Genevois se retrouvent pris au piège : s'ils tentent d'échapper la cherté écrasante des primes en optant pour des franchises élevées, ils se retrouvent abandonnés par le système qui encaisse sans rien leur verser tant que la franchise n'est pas atteinte. A l'exemple de ce couple avec deux enfants qui a dû acquitter lui-même une facture de 2'500 francs pour l'opération du fémur du fils cadet. En clair, ils paient pour ne pas accéder aux soins ! Le comble de l'injustice de la part d'un système qui promettait de ne laisser personne au bord du chemin.

Le serpent se mord la queue

La conséquence directe de cette hausse des primes-maladie ou du montant des franchises ? L'augmentation des personnes qui s'endettent avec des arriérés de primes et le recours, de plus en plus fréquent, à l'aide sociale. Un chiffre en hausse constante depuis dix ans puisqu'entre 2008 et 2018, l'Action sociale a enregistré une hausse de 94% des dossiers financiers traités à Genève. Si les aides sociales peuvent en partie compenser le manque de revenus, elles ont aussi un effet pervers : les allocations perçues étant parfois supérieures aux salaires reçus, cela limite le retour à l'emploi. C'est le serpent qui se mord la queue !

L'explosion intolérable des primes étouffe une classe moyenne qui constitue le pilier de la Suisse et qui connaît de plus en plus de difficultés à joindre les deux bouts. Il ne faut pas se le cacher : à l'heure actuelle, dans un pays comme le nôtre, des Suisses doivent renoncer à se soigner ; de plus en plus de personnes ne peuvent tout simple-

Primes 2019 pour les adultes



Source OFSP

ment plus payer cette assurance qui, rappelons-le, est obligatoire. Alors que le système si cher à Ruth Dreifuss s'emballa, l'assurance maladie est la deuxième cause d'endettement après les impôts dans notre pays tandis que chaque migrant, chaque requérant d'asile, se voit offrir à son arrivée un éventail de prestations médicales... En 2015 à Genève un migrant consommait pour 8'000 francs de prestations de santé, soit le double de la prime moyenne.

Depuis des années, l'UDC réclame une révision globale de l'assurance maladie qui ne peut fonctionner sur

ses bases actuelles. Les Socialistes et ceux qui ont contribué à cette catastrophe nationale appelée LAMal s'opposent à une remise en cause du système : ils préfèrent coller des bouts sparadraps et conserver un modèle auquel ils ne peuvent cesser de croire. Même les mesures moins incisives proposées par l'UDC sont refusées, comme davantage de concurrence entre les acteurs, hôpitaux, industrie pharmaceutique, caisses, médecins, cantons, plus de trempabilité individuelle et renoncer au self-service des soins pris en charges gratuitement pour les requérants d'asile. ■

« L'explosion intolérable des primes étouffe une classe moyenne qui constitue le pilier de la Suisse et qui connaît de plus en plus de difficultés à joindre les deux bouts. »

primes a plus que doublé en croissant de près de 125%. Et pour 2019 ? Une hausse d'au moins 3% des coûts est encore pronostiquée par SantéSuisse.

A l'heure où le nombre des bas salaires genevois (de 4'000 à 4'852 frs pour un emploi 100%) ne cesse de croître, les dépenses incompressibles comme les loyers et les primes d'assurances ne cessent d'augmenter. A Genève, les caisses maladies sont le premier client de l'Office des poursuites et faillites.

SIGNEZ l'initiative UDC Bouclier Lamal



Une hausse d'au moins 3% des coûts de l'assurance-maladie est une fois de plus pronostiquée pour l'an prochain. Année après année, la classe politique se montre incapable de réformer la Loi fédérale sur l'assurance maladie obligatoire qui génère cette escalade, incapable aussi d'alléger sérieusement le fardeau cantonal des primes genevoises qui écrase la classe moyenne. L'initiative « Bouclier Lamal : stopper enfin l'escalade des primes maladie »

instaure un mécanisme destiné à forcer l'Etat à agir enfin contre la cherté des primes en instaurant une déduction fiscale forfaitaire pour les frais de santé fixée au double de la prime moyenne cantonale de l'assurance obligatoire des soins. Ainsi, l'Etat devra rendre aux Genevois via leur feuille d'impôts la partie du pouvoir d'achat dont il les prive chaque année de par son inaction. Si les primes-maladie continuent à augmenter, le montant de

la déduction fiscale augmentera d'autant. En revanche, si les primes baissent enfin, la déduction fiscale baissera également. L'Etat ne sera perdant que s'il ne fait rien pour s'opposer efficacement aux hausses de primes. Signez et faites signer l'initiative (voir en page 20) d'auto-défense qui vous permettra de récupérer enfin du pouvoir d'achat et d'instaurer un mécanisme gagnant-gagnant contre les hausses de primes.

UDC INTERNATIONAL
LISTE N°18



Alexandra Klucznik-Schaller

■ Profession : Comptable
■ Fonction : Candidate au Conseil national
■ Domicile : Cranves-Sales (France)
■ Année de naissance : 1974

« Un modèle unique au monde, basé sur la subsidiarité, la souveraineté et le respect des règles et procédures, voilà la Suisse dont je suis. »

UDC INTERNATIONAL
LISTE N°18



José Manuel Gomes De Almeida

■ Profession : Employé de commerce
■ Fonction : Président UDC Vernier
■ Domicile : Vernier
■ Année de naissance : 1980

« L'emploi et la santé, l'un ne va pas sans l'autre. Le nombre de burnouts explose en Suisse au même rythme que les primes d'assurance maladie. Deux sujets graves que je souhaite traiter à Berne. »

UDC INTERNATIONAL
LISTE N°18



Jean-Noël Sudan

■ Profession : Artisan-ébéniste
■ Fonction : Candidat au Conseil national
■ Domicile : Genève
■ Année de naissance : 1948

« Les détails font la perfection mais la perfection n'est pas un détail » (Léonard de Vinci)



Voici comment voter correctement pour le Conseil national et le Conseil des Etats



1. Ouvrez l'enveloppe où vous trouverez :

1. le bulletin électoral pour le Conseil des Etats
2. les bulletins électoraux pour le Conseil national
3. la carte d'électeur



2. Le bulletin électoral pour le **Conseil des Etats** :

Cochez **Céline Amaudruz** puis placez la liste dans l'enveloppe de vote.



3. Placez la **liste UDC** dans l'enveloppe de vote.



4. La carte d'électeur que vous **signez** en ajoutant votre **date de naissance**.



5. Placez le tout dans l'enveloppe à fenêtre et postez-la **avant le mardi 15 octobre 2019**.

Avez-vous des questions concernant les élections?

Hotline gratuite: 0800 0 1291 0

Informations gratuites et complètes !

A partir du 13 septembre et jusqu'au 20 octobre, vous pouvez vous informer gratuitement sur les élections 2019 pour le Conseil national et le Conseil des Etats. Comment voter correctement pour que ma voix serve au mieux les intérêts de la Suisse? Nous sommes à votre disposition tous les jours de 09h00 à 18h00 et également le week-end.

Signez l'initiative « Bouclier Lamal » !

Les citoyennes et citoyens soussigné-e-s, électrices et électeurs dans le canton de Genève, conformément aux articles 57 à 64 de la constitution de la République et canton de Genève du 14 octobre 2012 et aux articles 86 à 94 de la loi sur l'exercice des droits politiques, du 15 octobre 1982, appuient la présente initiative législative portant sur la modification de la D 3 08 : loi sur l'imposition des personnes physiques (LIPP) ayant la teneur suivante :

Déductions de santé

Art. 32, lettre a, (nouvelle teneur)

Déduction de santé

Sont déduits du revenu :

a) Un montant forfaitaire correspondant au double de la prime moyenne cantonale de l'assurance-maladie obligatoire des soins pour le contribuable et les personnes à sa charge durant l'année fiscale considérée ;



La signature doit être apposée personnellement et à la main par le signataire. Elle ne s'applique pas à la personne incapable de le faire par elle-même pour cause d'infirmité. En matière cantonale, les électeurs et électrices dès 18 ans, de communes différentes, peuvent signer sur la même feuille. Les Suisses vivant à l'étranger et ayant le droit de vote sur le canton de Genève peuvent signer la présente initiative en inscrivant leur adresse à l'étranger. Celui qui appose une autre signature que la sienne ou plus d'une signature est passible d'une amende administrative pouvant s'élever à 100 F. Les signatures obtenues par un procédé réprimé par la loi doivent être annulées (Art. 87, al. 1, lettre b, et art. 91 de la loi sur l'exercice des droits politiques, du 15 octobre 1982).

Nom (en majuscule)	Prénom usuel	Date de naissance (jj/mm/aaaa)	Canton d'origine	Domicile (Adresse complète, rue, numéro, code postal et localité)	Signature

Le Service des votations et élections certifie la validité de signatures. Le contrôleur:..... Genève, le

Clause de retrait : le retrait total et sans réserve de l'initiative peut être décidé à la majorité des électeurs et électrices suivant-e-s : **Céline Amaudruz** (Avenue Krieg, 44 - 1208 Genève), **Yves Nidegger** (Rue Marignac, 9 - 1206 Genève), **Eric Bertinat** (11, avenue Henri-Golay - 1203 Genève), **Stéphane Florey** (Chemin des Champs-Gottreux 13 - 1212 Grand-Lancy), **Gilbert Catelain** (Avenue Dumas 29 - 1206 Genève), **Edric Speckert** (16, chemin de l'Ecorcherie - 1253 Vandoeuvres), **Mathieu Romanens** (Chemin de la Chevillarde, 48 - 1208 Genève), **Michael Andersen** (Chemin des Hauts-Crêts, 96 - 1253 Vandoeuvres), **Jérémy Gardiol** (Avenue de Bel-Air 9B - 1225 Chêne-Bourg).

Pour obtenir de nouvelles feuilles de signatures, télécharger et imprimer la feuille depuis notre site : www.udc-ge.ch ou téléphoner au secrétariat: 022 735 41 04

A renvoyer aujourd'hui même à l'adresse suivante : UDC Genève - Case postale 1828 - 1211 Genève 26